

L'Amérique latine

En route vers Santo Domingo

Les trente dernières années

**Quelques personnes
sur un continent**

Mémoire et solidarité

**Le peuple portugais pendant
et après les découvertes**

L'Espérance au Nicaragua

MISSION DE FRANCE ET ASSOCIATION

Sommaire

En route vers Santo Domingo	
André Lacrampe	p. 2
Les trente dernières années	
Pierre Marion	p. 10
Quelques personnes sur un continent	
Collectif	p. 24
Mots-clés pour comprendre le Brésil	
Bernard Turquet	p. 36
Mémoire et solidarité	
Diamantino Garcia Acosta ..	p. 40
Variation humoristique sur la dette	
Luis Brito Garcia	p. 43
Les semeurs du Verbe	
Conférence épiscopale de Bolivie	p. 47
Le peuple portugais pendant et après les découvertes	
Manuel Pimentel	p. 56
Rendre compte de l'Espérance qui est en nous	
Collectif de chrétiens nicaraguayens	p. 69

La Lettre aux Communautés est un lieu d'échange et de communication entre les équipes de la Mission de France, les équipes diocésaines associées et tous ceux, laïcs, prêtres, religieuses, qui sont engagés dans la recherche missionnaire de l'Eglise, en France et dans d'autres pays. Elle porte une attention particulière aux situations qui, aujourd'hui, transforment les données de la vie des hommes et la carte du monde. Elle veut contribuer aux dialogues d'Eglise à Eglise en sorte que l'Evangile ne demeure pas sous le boisseau à l'heure de la rencontre des civilisations.

Les documents qu'elle publie sont d'origine et de nature fort diverses : témoignages personnels, travaux d'équipes ou de groupes, études théologiques ou autres, réflexions sur les événements... Toutes ces contributions procèdent d'une même volonté de confrontation loyale avec les différentes situations et les courants de pensée qui interpellent notre foi. Elles veulent être une participation active à l'effort qui mobilise aujourd'hui le Peuple de Dieu pour comprendre, vivre et annoncer plus fidèlement l'Evangile du Salut.

LIMINAIRE

Par une heureuse coïncidence, André LACRAMPE, évêque de la Mission de France est également président du C.E.F.A.L. (Comité épiscopal France - Amérique latine). Pour honorer ce « jumelage » intéressant de responsabilités pastorales, et aussi pour se nourrir de la sève évangélique qui germe dans ce laboratoire ecclésial, la Lettre aux Communautés se devait de consacrer un numéro spécial à ce continent sud-américain.

En prologue à ce « journal à plusieurs voix », André LACRAMPE ouvre la route vers Santo Domingo où, le 12 octobre prochain, commence la IVème Conférence générale de l'Episcopat latino-américain. Au cours de ces pages, les membres de la Mission de France présents en Amérique latine nous font part de la découverte de ces peuples animés d'une espérance infatigable. Ils nous communiquent également leurs préoccupations essentielles et leurs inquiétudes quotidiennes de ce lieu de la planète Terre, chargé d'une histoire pesante et soumis à une violence continuelle.

Pour saisir la réalité de ces pays dans toute son ampleur, nous avons fait appel à des témoins compétents qui, avec l'intelligence et le cœur, nous livrent leurs études, leurs analyses et leurs espoirs. Nous remercions entre autres Pierre MARION, secrétaire national du C.E.F.A.L., ainsi que Manuel PIMENTEL, aumônier général du Mouvement mondial des Travailleurs chrétiens. Nous avons également puisé à la source féconde et intarissable du D.I.A.L. (Diffusion de l'Information sur l'Amérique latine). Nous encourageons vivement nos lecteurs à s'abonner à cette sérieuse publication assurée par Charles ANTOINE.

A Pentecôte 90, les 3 000 personnes présentes à cette rencontre affirmaient : « notre village c'est la planète ». Nous souhaitons que les expériences ici rassemblées ouvrent, une fois encore, des horizons nouveaux sur ces terres lointaines.

En route vers Santo Domingo

(la Conférence des évêques d'Amérique latine du 12 au 28 octobre 1992)

Le Père André LACRAMPE, évêque de la MDF, est en même temps président du CEFAL (). A ce titre, il rend visite régulièrement aux chrétiens en mission en Amérique latine. Invité par la Commission pontificale pour l'Amérique latine, il participera à la quatrième Conférence générale de l'épiscopat latino-américain. L'équipe de rédaction de la Lettre aux Communautés lui a proposé de s'exprimer sur l'Eglise en Amérique latine. D'où cet entretien.*

Pierre TOULAT : Cette réunion coïncide avec la commémoration de la découverte et de l'évangélisation du Nouveau Monde. Que t'inspirent ces événements. Quels en sont les enjeux ?

André LACRAMPE : Nombre d'articles, de revues, de livres traitent de ces questions. Ils sont l'œuvre de politiques, d'anthropologues, d'historiens, de théologiens, de pasteurs.

A propos du V^e centenaire, trois mots reviennent, le plus souvent : découverte - conquête - évangélisation. L'embarras est notoire devant les ambiguïtés de tout événement, et de celui-ci en particulier.

(*) Le Comité épiscopal France - Amérique Latine est au service des Eglises d'Amérique Latine pour l'envoi de prêtres, de laïcs, religieux(ses), leur coordination et soutien, et pour l'information en France.

" Découverte ", en principe, est un mot neutre. Il désigne un fait : l'Europe ne connaissait pas encore ce continent et le découvre. Il a aussi une connotation dynamique : découvrir quelque chose ou quelque chose qu'un peut permettre, dans la vie, une expérience exaltante. Ici, la question qui se pose est bien : qui a découvert quoi ? y a-t-il eu rencontre ?

Cette question se révèle cruciale si on l'applique aux cultures et aux hommes. Les populations présentes, à cette époque, en Amérique latine n'ont pas été découvertes, au sens où elles auraient été accueillies, comprises, reconnues. Par contre, elles ont certainement découvert la violence des Européens, même si, dès le début, certains parmi ceux-ci prirent résolument la défense des Indiens. Comment ne pas penser au dominicain Bartholomé de Las Casas ?

"Conquête" est bien le mot qui exprime le sentiment de beaucoup de Latino-Américains, sensibles aux réalités économiques et aux dynamismes culturels de l'existence. Les plus radicaux d'entre eux n'hésitent pas à parler de « pillage », de destruction et ils sont au regret de constater que cela n'a pas cessé. Il ne s'agit pas, en 1992, de célébrer une victoire, mais de prendre conscience que la rencontre des deux mondes est faite de lumières et d'ombres.

"Évangélisation" : là encore, que d'ambiguïté ! Sans nul doute, l'évangélisation était une des motivations de ceux qui partirent, il y a 500 ans. Le continent latino-américain est aujourd'hui, de fait, un de ceux qui a le plus grande nombre de baptisés. Mais que de questions autour de cette évangélisation ! Il ne s'agit pas ici de la première évangélisation mais des problèmes posés à l'Eglise et aux chrétiens, aujourd'hui. J'en énumère quelques-uns :

1. Évangélisation et inculturation : comment porter la Bonne Nouvelle dans un contexte culturel, une histoire, des peuples différents de ceux de l'Europe ?

2. Évangélisation et salut : quels sont les chemins de vie concrète que nous pouvons proposer aux individus et aux sociétés, au nom de Jésus-Christ ? Quels en sont les axes prioritaires ?

3. Évangélisation et transformation de la société : comment agir sur une réalité so-

ciale, politique et économique qui fabrique des millions de pauvres ?

4. Évangélisation et respect d'une religiosité populaire : comment trouver les chemins adéquats pour annoncer Jésus-Christ à partir de cette sensibilité et histoire religieuse ?

5. Évangélisation en liens œcuméniques avec les autres traditions chrétiennes, au milieu d'un super-marché religieux où prolifèrent les sectes de tous genres ?

6. Évangélisation de tous ces baptisés qui ne sont reliés à aucune communauté chrétienne : chrétiens « dans la nature », sans pratique communautaire... et qui appellent, de façon plus ou moins tacite, des lieux de réflexion et de partage de la foi ?

La Conférence de Santo Domingo va reprendre ces questions. Le document préparatoire en présente le programme :

* Regard pastoral sur la réalité latino-américaine sous ses différents aspects : historique, social, culturel, ecclésial ;

* Réflexion théologique sur le salut porté par le Christ et le signe donné par l'Eglise, sur la nouvelle évangélisation...

* Propositions et options nouvelles pour une pastorale, aujourd'hui.

(Pierre Marion, secrétaire du CEFAL, développant, dans ce même numéro de la L.A.C., ces points essentiels, je n'insiste pas davantage).

P. T. : Ce qui se passe dans l'Eglise en Amérique latine nous intéresse, certes. Mais quelle influence les travaux des précédentes rencontres des Conférences épiscopales d'Amérique latine ont-ils eue sur les catholiques de France ?

A. L. : La rencontre de Medellín (Colombie), en 1968, a constitué l'événement ecclésial majeur de l'Amérique latine. En son temps, elle n'a pas eu immédiatement d'impact sur l'opinion catholique en France. Un signe : le document de Medellín, véritable charte du renouveau de l'Eglise catholique en Amérique latine, n'a été publié qu'en 1992 (1). Pourquoi ce retard ? Les événements de Mai 68 ont fait la une des médias jusqu'à la fin de 1968. L'Amérique latine, c'était encore loin, pour l'opinion publique dans son ensemble. Pourtant, le texte final de Medellín, élaboré dans la foulée du concile Vatican II, veut être un message pour tous les hommes qui, sur le continent latino-américain, ont faim et soif de justice. Prenant appui sur la phrase de Paul VI, « le développement est le nouveau nom de la paix », il traite des conditions de la paix en Amérique latine. Il évoque les traits d'une pastorale populaire, prend en compte la masse des baptisés aux pratiques et aux expressions de foi si diverses. Enfin, c'est l'appel pour une Eglise solidaire du « monde » des pauvres.

(1) Cf. l'ouvrage « L'Eglise dans la transformation actuelle de l'Amérique latine », Ed. du Cerf, Paris, 1992.

La troisième Conférence générale de l'épiscopat latino-américain, à Puebla (Mexique), en 1979, est plus connue. Cela tient à plusieurs facteurs : l'apparition des dictatures militaires au cours des années qui ont suivi Medellín, l'effervescence dans l'Eglise catholique en Amérique latine, avec ses incidences socio-politiques, le Synode des évêques à Rome, en 1971, sur le thème « la justice dans le monde ». Et puis, c'est à la Conférence de Puebla que sont prises en compte « l'option préférentielle pour les pauvres » (2) et la « théologie de la libération » (3). Mais c'est surtout à partir de 1984, avec l'« instruction sur quelques aspects de la théologie de la libération », publiée par la Congrégation pour la Doctrine de la foi, que les médias ont fait largement écho à cette théologie et aux polémiques qu'elle a soulevées. L'objet de ces polémiques et des discussions romaines n'est pas seulement la théologie, mais bien la situation de pauvreté qu'elle met en lumière, en Amérique latine et en d'autres pays...

P. T. : D'après ce que l'on sait des travaux préparatoires, la Conférence de

(2) Le document final de Puebla a été intégralement publié en français, sous le titre « Construire une civilisation de l'amour », Ed. du Centurion, Paris, 1980. Sur l'apparition de l'expression « l'option préférentielle pour les pauvres », cf. G. Gutierrez, Etudes, mars 1990, et « Solidarité et développement », documents présentés par la Commission française Justice et Paix, p. 218-229.

(3) Cf. « Solidarité et développement », p. 184-186.

Santo Domingo procède-t-elle du même esprit que celles de Medellin et de Puebla ?

A. L. : Un document préparatoire et un document final adopté par une assemblée, ce n'est pas comparable. Pour Santo Domingo, si nous pouvons présenter le document préparatoire, nous ne disposons pas, évidemment, du document final. Ce qui est nouveau pour Santo Domingo, c'est la publication du dossier préparatoire traduit en espagnol, portugais, français et anglais. Les véritables acteurs de ce travail sont les différentes Conférences épiscopales de ces pays qui ont apporté leurs suggestions.

Comme je l'ai déjà indiqué, le thème de la rencontre est marqué par la commémoration du V^e Centenaire de l'évangélisation. Il est question de « nouvelle évangélisation », de « promotion humaine et culture chrétienne », de « Jésus-Christ, hier, aujourd'hui et demain » (4). Quelle que soit la manière de traiter le thème, la réalité s'impose : recrudescence des violences, due à l'appauvrissement des populations dans des démocraties encore fragiles, mises en place ces dernières années (en 1989-90, onze pays du continent ont pris le chemin des urnes), et la montée des sectes fondamentalistes dans toutes les régions. C'est le nœud central de la problématique. Les pays sont sociologiquement et politique-

(4) La « Nouvelle évangélisation » appelle une nouvelle ferveur parmi les chrétiens, de nouvelles expressions et méthodes dans la transmission de la Bonne Nouvelle.

ment marqués par la pauvreté massive des populations. Au Brésil, dit-on, 70 % de la population est plongée dans la pauvreté et la misère (5).

Difficile et risqué, mais évangélique, le choix des pauvres demeure prioritaire. D'abord, comme attention aux personnes pauvres, capables de promotion, reconnues comme agents responsables et conscients de leur propre libération : c'est la philosophie, la pédagogie et le sens missionnaire des communautés ecclésiales de base.

Mais les pauvres, c'est aussi les groupes, les ethnies, les peuples, les cultures, avec leurs propres expressions de la foi.

P. T. : Plus d'une décennie s'est déroulée depuis Puebla. Dans la société latino-américaine d'aujourd'hui, y a-t-il des traits nouveaux ? Lesquels ?

A. L. : En bref, je dirais : la progression de la modernité. C'est d'abord vrai en ce sens que les peuples latino-américains sont tributaires, comme tout le monde, des évolutions scientifiques et techniques. Je pense particulièrement à la télévision, à l'information. Les comportements quotidiens en sont modifiés. Culturellement, hommes et femmes sont à même de découvrir des

(5) Voir les chiffres indiquant le montant du P.I.B. par habitant, dans les pays d'Amérique Centrale et d'Amérique du Sud : il varie de 610 dollars au Honduras à 2.620 en Uruguay. En Europe, il varie de 930 en Albanie et 5.073 au Portugal à 31.500 en Suisse. En France, il est de 19.650 dollars. « *Etat du monde 1992* », Ed. La Découverte.

modèles de conduite autres que ceux hérités de la religion. En Amérique latine aussi, la sécularisation est en marche, avec la revendication de liberté individuelle, la valorisation de la tolérance et du pluralisme, la mobilité géographique et idéologique, la maîtrise de la nature et de la vie humaine...

La modernité, c'est aussi les contradictions qui se creusent dans l'ensemble du monde, entre le bien-être des uns et le dénuement des autres. Le mur de Berlin — un riche symbole ! — est tombé mais, comme me le disait un théologien brésilien, a-t-on conscience du mur gigantesque en train de monter entre le Nord et le Sud de la planète ? Quand on passe d'un continent à l'autre, comme je le fais, on voit, on sent les contrastes et les contradictions de ce monde moderne. Au Nord, le signe « plus » s'inscrit en plein, en excès, en surcroît tandis qu'au Sud, c'est le signe « moins » qui se dessine, comme un creux, un manque, un vide.

Nous avons relu, ces temps-ci, la parabole du Samaritain. D'un côté de la route, les voyageurs pressés, les hommes occupés à régler des affaires. De l'autre, le fossé et un blessé — la foule des hommes dépouillés de leurs droits, de leur dignité. Il faut choisir son bord. Quel passage vivons-nous ?

P. T. : Précisément, et pour rester dans la dynamique de la parabole et de la rencontre de Santo Domingo, quels signes de solidarité les évêques

de France donnent-ils ou vont-ils donner à leurs frères d'Amérique latine ?

A. L. : Les signes les plus parlants sont ceux qui s'inscrivent dans le temps et pas nécessairement les plus immédiats. Je voudrais souligner les trente ans de présence de l'Eglise de France en Amérique latine. Cette présence s'est élargie et affermie : auparavant, nous étions plus centrés sur l'Afrique. Elle s'est diversifiée. Elle constitue un réseau, avec des correspondances, des aides financières à des projets. Il faut voir le nombre d'organismes et d'associations qui se sont créés pour entretenir et développer des liens ! Il y a comme une irrigation, alimentée par les organismes tels que le CCFD, la Coopération missionnaire, le Secours catholique, etc. Les visites, qui se sont développées, permettent une compréhension, de l'intérieur, de ce que vivent les peuples d'Amérique latine. On ne rentre jamais indemne de ces visites-là. Il y a aussi une présence latino-américaine en France, avec d'anciens réfugiés politiques, des étudiants...

Le V^e Centenaire a suscité un réveil des peuples indiens dans toute l'Amérique. Nous avons été alertés sur le sort qui leur est réservé. Quand on regarde qui a aidé à donner cette alerte, on s'aperçoit que l'Eglise, en différents pays d'Amérique latine, est parmi les principaux acteurs. Ici, en France, le CCFD, notamment à « Terre d'Avenir » (mais c'est l'aboutissement de tout un travail d'éveil), le CEFAL, et d'autres organismes répercutent cet appel des peuples indigènes pour lesquels l'anniversaire de 1492

est celui de l'humiliation. Nous sommes invités à la confession de nos déficiences, à la nécessité du repentir et de la réconciliation pour notre insensibilité et pour les cruautés passées et présentes à l'égard d'autrui. Des documents des Conférences épiscopales traitent de ces conversions.

Je voudrais mentionner les appuis ponctuels. Ainsi, Mgr Samuel Ruiz, évêque du Chiapas, au Mexique, étant l'objet de menaces à cause de ses positions sur le problème de la terre, qui concerne les Indiens notamment, je suis intervenu auprès du président de la République du Mexique et du Gouverneur du Chiapas pour protester contre ces harcèlements.

Le CEFAL a dû prendre une position à propos du Pérou. En septembre 1991, les ressortissants étrangers étant menacés, les autorités civiles nous ont signalé ce danger et recommandé de rappeler les prêtres présents au Pérou. En accord avec le président de la Conférence épiscopale du Pérou, nous avons dit qu'il n'en était pas question : que signifierait ce rappel, dans une telle situation, si non un abandon ?

P. T. : Le droit d'ingérence est difficile à mettre en œuvre, dans l'Eglise ! Se préoccuper de ce qui se passe dans une Eglise sœur, ne serait-ce pas une forme collective de la correction fraternelle... ?

A. L. : En réalité, nous nous sentons interrogés mais nous en restons trop facilement à ce stade, sans intervenir, du moins pratiquement.

Cette interrogation a-t-elle, du moins, un effet sur nous-mêmes ? Comment, en Europe, entendons-nous le choix prioritaire des pauvres ? Ils sont des millions à connaître le chômage, la précarité, l'exclusion (6). Autre question : la dette (400 milliards de dollars, pour l'Amérique latine). A l'occasion du V^e Centenaire, le cardinal Lorscheider a demandé qu'elle soit remise. Que pouvons-nous faire pour répercuter cette demande ?

D'une manière globale, ce qui se passe en Amérique latine nous remet en face des rapports Nord-Sud. En raison des besoins nouveaux en Europe de l'Est, certains pays du Tiers Monde sentent que l'attention des Européens se tourne de ce côté. On ne peut tout de même pas oublier l'Afrique ! Je pense aussi aux immigrés, au développement des populations, sur place. L'Eglise n'a-t-elle pas à interpeller les gouvernements et les décideurs, en raison même du choix prioritaire des pauvres ?

P. T. : De tes visites aux chrétiens d'Amérique latine, depuis cinq ans, quels traits de la pratique de la vie chrétienne remarques-tu ?

A. L. : C'est d'abord la place importante de la Bible, Parole de Dieu, dans ces communautés : elles aiment, lisent, partagent et commentent cette histoire du Peuple de Dieu. Elles y trouvent un éclairage pour

(6) Cf. le dossier, élaboré par des membres de plusieurs Commissions de la conférence épiscopale, sous le titre : « **Y aura-t-il des hommes sacrifiés ?** », Ed. du Centurion, Paris 1992. Ce dossier a été publié au moment où l'on parlait de l'Acte unique, pas encore du traité de Maastricht.

comprendre leur propre histoire et le courage de tracer une route d'espérance au milieu d'une vie difficile.

C'est encore la volonté de donner valeur à la vie, du prix à l'existence. « Je t'ai gravé dans la paume de mes mains... ». C'est le message de Notre-Dame de Guadalupe à l'Indien qui la regarde : « Tienes valor », « Tu as dignité et valeur ». Et, à cause de cela, aider à remettre sur pied ceux qui sont dans les « sous-sols de l'humanité ». « Etre champion de la "consolation", du réconfort de son peuple », disait G. Maire, paraphrasant le prophète : « Rendre fortes les mains fatiguées, affermir les genoux chancelants et dire aux cœurs bouleversés : courage, Dieu vient vous libérer ! » (Isaïe 35, 3-4).

C'est la prise en compte, dans la réflexion, de ce qu'il convient d'entreprendre : face aux structures de péché, aux forces du mal, la réalité est là : le sort fait aux enfants, l'incapacité de faire aboutir une réforme agraire, l'errance des gens. La lutte pour la justice, sous diverses formes, en vue du Royaume, est bien au cœur de la pratique chrétienne.

C'est aussi le souci — je parle ici de prêtres, religieuses et laïcs — d'une insertion dans les milieux populaires : vivre avec les gens qui sont exposés. L'un vit dans une favela, prend part aux initiatives, à tout ce qui fait que les gens s'associent autour des problèmes de l'eau, de la santé, de l'installation de l'électricité... Cet autre, qui vit au bord du lac Titicaca, en Bolivie, apprend l'aymara et progresse dans l'expression singulière de la foi de ces communau-

tés. Ou encore ce prêtre qui vit dans les camps de paysans sans terre et veut y être une présence du serviteur souffrant, qui a planté sa tente dans les terrains vagues...

Enfin, il y a le passage par la persécution... C'est le signe de la présence de l'Evangile dans le monde. Le martyrologe latino-américain (7) en dit long sur les hommes et les femmes qui ont donné leur vie dans ce combat pour la justice, et, pour nombre d'entre eux, en témoignage du Royaume qui vient.

La belle affiche de la récente rencontre des communautés de base d'Amérique latine, qui s'est tenue au cours du mois de septembre, traduit bien cet état d'esprit.

Le fond est constitué par la carte d'Amérique latine, scène des 500 ans d'expérience ; la Bible ouverte signifie l'histoire du Peuple de Dieu, une histoire qui continue à s'écrire aujourd'hui. Des visages heureux pour signifier que des situations écrasantes n'ont pas réussi à éteindre la joie, à voler l'espérance. C'est l'expression de la spiritualité du conflit.

La croix d'un bois vivant dont la sève en mouvement la pousse à se lever de terre. L'oiseau, l'oiseau de la liberté et de l'action de l'Esprit Saint présent dans la marche des peuples et qui dissipe les nuages noirs à l'horizon. Cette marche des peuples est signifiée par sept étendards représentant les

(7) « Le sang des justes - essai de martyrologe latino-américain », publié en 1983 (épuisé) et le document « Prophètes pour un autre nouveau monde », publié en 1992, par DIAL, qui en prend la suite.

grands mouvements populaires : les migrants, la conscience nègre, la lutte pour la terre, la question ouvrière, la réalité indigène, la place de la femme, l'œcuménisme.

En contemplant cette affiche, à partir de quelques symboles, un caractère d'universa-

lité se dégage : comment, sur notre village/planète, développer cette conscience d'être — ou d'avoir à devenir — un « frère universel » ?

Propos recueillis par
Pierre TOULAT

POUR UN AUTRE NOUVEAU MONDE

Ils s'appelaient Diego, Myrna ou Emilio... Ils étaient catéchistes, agents de pastorale, délégués de la Parole, prêtres, religieuses... Indiens ou Européens, hommes et femmes du peuple ou solidaires d'un peuple, leur mission et leur passion, c'était la Bonne Nouvelle. Dans les locaux d'une police, au bord d'une route ou « quelque part dans les montagnes », ils ont été torturés, mis à mort les uns par des guérilleros, d'autres par les « forces de sécurité ». *« Ils ont écrit avec leur sang des pages glorieuses de véritables martyrs du Christ »* (Mgr Garcia, évêque guatémallèque).

Une martyrologe : le mot convient au document publié sous le titre *« 1492 - 1992. Prophètes pour un autre Nouveau Monde »* (1). Mois par mois, avec une notice sur leur activité et sur les circonstances de leur mort, plus de 150 « petits prophètes » assassinés y sont évoqués.

Ce livre paraît au cours de l'année du V^e centenaire. Le sens en est donné : *« Il y a une utopie chrétienne d'un autre Nouveau Monde que celui de la conquête (...). L'enjeu d'aujourd'hui est celui de la pauvreté massive des sociétés latino-américaines, comme déni de dignité humaine. (...) Il appartient à ceux qui se réclament de la Bonne Nouvelle de prouver par les faits que l'Evangile est un ferment de libération ».*

Pierre Toulat.

(1) Document Dial, 43^{ter} rue de la Glacière, 75013 Paris. Tél. : (1) 43 36 93 13 - Fax : (1) 43 31 19 83. 100 pages 21 x 29,7. Prix : 65 F.

Les trente dernières années

P. Pierre MARION

Secrétaire National du C.E.F.A.L.

Pour brosser un tableau de l'Amérique latine, et en particulier de l'Eglise latino-américaine, sur la période des trente dernières années, on emploie fréquemment les termes de « flux » et « reflux », « avancée » et « recul », donnant ainsi l'image d'un mouvement pendulaire, finalement statique. Image simple, en noir et blanc, facile à comprendre et satisfaisante à bons comptes : les bons d'un côté, les méchants de l'autre. Image militante certes, mais d'un éternel combat où s'affrontent « conservateurs » et « progressistes », et où l'un gagne alternativement sur l'autre, l'histoire ne cessant de se répéter.

Cette vision ne rend pas vraiment compte de la réalité. Car l'Amérique latine de 1992 n'est pas celle des années 60. Et s'il y a débat et affrontement aujourd'hui, le cadre, les personnes, les thèmes, les termes ont changé en trente ans. C'est ce que nous voudrions montrer dans ces quelques pages : Comment l'Eglise d'Amérique latine se trouve-t-elle affrontée aux défis nouveaux provenant de la société latino-américaine et de l'évolution intérieure de l'Eglise ? Face à ces défis, quelle réponse pastorale nouvelle peut-elle donner, en fidélité à son message de toujours ?

S'il faut se garder de tout anachronisme, même sur une période récente et a fortiori quand il s'agira de la toute première évangélisation, cela ne peut pas dire pour autant que l'histoire n'ait rien à nous enseigner : à Medellin, en 1968 l'épiscopat latino-américain a voulu répondre à ce qu'il percevait comme le défi de « l'actuelle transformation de l'Amérique latine » ; de même à Puebla, onze ans plus tard. Il n'est pas sans intérêt pour aujourd'hui de voir quelles réponses ont alors été données et quelle a été l'évolution de la pratique (des pratiques ?) de l'Eglise, suite à ces deux grands événements et en fonction des situations nouvelles qui ont marqué ces années cruciales.

De Medellin à Puebla (1968 - 1979)

En Amérique latine, comme ailleurs, les années soixante sont des années d'effervescence qui vont marquer profondément le monde, les sociétés et l'Eglise, au plan de leur organisation, de leur inter-relation et des idées qui y seront véhiculées.

Une date repère dans l'immédiat après guerre sera celle de la Conférence de Bandung, en 1955, qui réunit 24 pays d'Asie et d'Afrique, dont 16 anciens Etats coloniaux devenus indépendants. Première manifestation des pays dits du « Tiers-Monde », qui font ainsi leur entrée sur la scène internationale. A cette époque, de nombreux travaux cherchent à comprendre les origines et les mécanismes du « **sous-développement** » (F. Perroux), souvent analysé en terme de « **retard de croissance** » (M. Rostow). Le Tiers-Monde apparaît comme un immense chantier dont un apport de techniques appropriées et de capitaux permettra de combler le retard. Epoque confiante et fortement dynamique qui voit, avec l'« **ère Kennedy** », la création de l'Alliance pour le Progrès (1961), vaste et ambitieux programme d'assistance de 10 ans à l'Amérique latine.

Mais en 1959, le triomphe de Fidel Castro à Cuba et le début de la révolution cubaine provoqueront à un autre type d'analyse de la réalité latino-américaine : en termes de « domination » et de « dépendance », dont la libération ne pourra s'obtenir qu'au terme d'une révolution de type socialiste, violente si nécessaire. En 1963, Che Guevara rejoindra les guérilleros boliviens, en appui à la révolution sur le continent. A cette époque, mais aussi plus tard, le modèle cubain aura un poids idéologique et militaire très important pour toute l'Amérique latine : Cuba restant le seul petit pays osant défier ouvertement le géant américain. Octobre 1962 marque le début du blocus de Cuba suite à l'affaire des missiles soviétiques : un an après la construction du mur de Berlin, et pour un an encore, on est en pleine guerre froide. L'exemple de Cuba et l'idéologie marxiste, voire maoïste — au moment de la Révolution culturelle (1967-1969) — alimenteront sur le Continent l'aspiration à la libération et les différents mouvements révolutionnaires.

Au milieu de ces bouleversements politiques et idéologiques, l'Eglise fait, elle aussi, l'expérience de l'**aggiornamento** avec l'ouverture du Concile Vatican II en 1962. En plus de la portée théologique et pastorale du Concile, il faut souligner l'importante repré-

sensation d'évêques provenant de pays du Tiers-Monde et les échanges qui se produiront dans les assemblées, les groupes de travail, les lieux de résidence, entre représentants d'Eglises des quatre coins du Globe et particulièrement des pays en voie de développement. Le Concile restera sans doute marqué par une problématique européenne, mais il sera l'occasion d'une prise de conscience des Eglises du Sud. Avant de se séparer, les Pères Conciliaires recevront pour mission de chercher comment mettre en œuvre dans leurs pays le dynamisme et les décisions du Concile.

Pour l'Amérique latine, les évêques disposent déjà d'une instance de concertation et de coordination : le Conseil de l'Episcopat latino-américain, CELAM, mis en place lors de l'assemblée continentale de Rio en 1955. C'est donc lui qui aura la responsabilité de préparer une prochaine rencontre dont l'objectif sera la mise en œuvre du Concile dans le contexte particulier de l'Amérique latine. Décision est prise de se retrouver en 1968, à Medellin (Colombie) juste après l'ouverture du Congrès Eucharistique international de Bogota que doit ouvrir le Pape Paul VI.

Medellin (1968) ⁽¹⁾

Pour la première fois, un pape visite l'Amérique latine. C'est tout un symbole. Et des milliers de chrétiens et de prêtres profiteront de l'arrivée de Paul VI à Bogota pour lui faire part de leurs sentiments face à l'injustice, à la violence (Camilo Torres, prêtre colombien, est tué dans la guérilla en 1967) et aux inégalités entre les classes sociales. Pierre Olhagaray, prêtre « Fidei Donum » français, alors en Argentine, raconte la préparation de l'Assemblée :

« Le 26 août 1968 s'ouvre l'Assemblée de Medellin. Assemblée préparée depuis longtemps. Joseph Comblin, théologien belge, avait été chargé par Dom Helder Camara d'un rapport sur les options sociales éventuelles que l'Eglise pourrait adopter. Confidentiel, ce document est publié, à la suite

(1) Les conclusions de Medellin viennent d'être traduites et éditées en français, avec préface de Mgr Armand le Bourgeois et introduction de Charles Antoine (« L'Eglise dans la transformation actuelle de l'Amérique latine », Cerf, 1992). On ne peut que se réjouir de cette initiative et se demander pourquoi elle n'avait pas été prise plus tôt. Les renvois que nous faisons sont selon la numérotation de l'édition française.

d'une indiscretion. Il y est question de « colonialisme religieux de l'Eglise Catholique » et aussi de « révolution réelle » d'où la violence n'est pas exclue. Accusation. Des journaux brésiliens dénoncent le texte. L'Association « Tradition, Famille, Propriété » (T.F.P.) demande l'expulsion du prêtre belge. Le texte est reformulé, plus nuancé.

Des réunions générales de travail à Melgar (Colombie, avril 68) et à Itapoa (Brésil, mai 68) proposent des textes préparatoires. On y suggère que les évêques stimulent l'intérêt des théologiens sur l'Amérique latine, et qu'ils tentent de forger une théologie adaptée à la conjoncture, au lieu de copier des réflexions faites en dehors du continent... Toutes les Conférences Episcopales consultées font aussi parvenir leurs points de vue, tant sur la réalité spécifique de leur pays que sur les solutions proposées.

Mobilisation exceptionnelle aussi à la base. 350 prêtres brésiliens écrivent une lettre qui sera débattue à la Conférence Nationale des Evêques Brésiliens (CNBB). Quelques questions : « Fidèles au peuple, responsables de son avenir, les Eglises latino-américaines doivent-elles continuer à faire appel à des prêtres étrangers ? Ceux-ci aident-ils vraiment à l'établissement d'une Eglise autochtone ? », etc...

Le Document de travail de Medellin est publié fin juillet. C'est un diagnostic minutieux de toute la réalité latino-américaine. On note surtout une démarche nouvelle : on part de la réalité pour dégager des principes pastoraux, adaptés à cette réalité ».

Fidèles à cette démarche, les évêques réunis à Medellin commenceront par faire le constat des inégalités criantes et de la pauvreté qui atteint l'immense majorité de la population de tous les pays. Face à cette situation et conformément à l'enseignement social de l'Eglise exprimé récemment dans l'Encyclique « **Populorum Progressio** » (1967), ils décident d'orienter toute la pastorale de manière à « donner effectivement la priorité aux milieux sociaux les plus pauvres et les plus nécessiteux, ainsi qu'aux victimes de toute ségrégation » (14, 9), annonçant ainsi ce qui, peu après, deviendra le **choix prioritaire des pauvres**.

Ce n'est pas le lieu d'entrer dans l'analyse du contenu des conclusions de Medellin, mais retenons l'amorce de deux grands axes qui marqueront désormais l'Eglise latino-américaine : le choix prioritaire des pauvres et les communautés ecclésiales de base. Celles-ci, mentionnées dans le document final comme communautés chrétiennes de base, représentent « la cellule initiale de la structure d'Eglise, le foyer de l'évangélisation et, à l'heure actuelle, le facteur primordial de la promotion humaine et du développement » (15, 10). L'Eglise d'Amérique latine s'orientera donc dans ces deux directions complémentaires, et on sait combien elle s'en trouvera profondément renouvelée dans les années qui suivront.

Les années 70 ou les « années noires »

Le découpage des années est arbitraire. Mais si les années 60 se terminaient en Amérique latine sur l'espoir d'un changement des structures sociales injustes, soit par un « développement » économique réduisant les inégalités (ligne « désarrollista »), soit par une révolution socialiste recourant éventuellement à la violence armée (ligne « révolutionnaire » ou « guerrilla »), les années 70 vont voir s'effondrer ce rêve avec la montée quasi généralisée des dictatures et autres régimes autoritaires s'alignant sur l'idéologie de la « Sécurité Nationale ». Le Chili (73), l'Uruguay (73), l'Argentine (76) rejoignent le Brésil et le Pérou, sans parler du Paraguay de Stroessner ou du Nicaragua de Somoza. Les démocraties sont rares et la répression s'abat sur tous les secteurs de la société. Au thème mobilisateur de la libération de la dépendance économique s'ajoute désormais celui de la lutte contre la dictature, contre la répression organisée en système, contre la privation des libertés et des droits élémentaires de l'homme. Les années 70 sont des années noires pour l'Amérique latine.

En même temps, l'impulsion donnée par Medellin va dynamiser tous les secteurs de l'activité de l'Eglise. Les communautés ecclésiales de base vont se développer à partir de l'expérience du Brésil et d'autant plus que la répression atteint toutes les formes d'organisation populaire ; la diffusion de la « Bible latino-américaine », en langage simple et actualisé, favorise un important renouveau biblique ; la réflexion théologique, dans la perspective ouverte à Medellin, va s'inscrire autour du thème de la libération, avec la parution en 1971 de l'ouvrage du théologien péruvien Gustavo Gutiérrez.

rez, « **Théologie de la libération, perspectives** ». Dans le contexte de violence instaurée par les régimes militaires, l'Eglise est aussi la cible de la répression systématique, et nombreux à cette époque seront les martyrs des communautés chrétiennes qui tomberont par fidélité à leur engagement évangélique aux côtés des pauvres.

Cette violence suscite des attitudes ambiguës, y compris au sein de la hiérarchie de l'Eglise. Complicités, silences, recherche de solution à long terme, au détriment peut-être de solidarités plus immédiates... D'après polémiques, internes, mais aux enjeux importants pour l'avenir du Continent, laissent à penser que la prochaine réunion générale de l'Episcopat latino-américain, prévue pour 1978, marquera un arrêt de la ligne pastorale ouverte à Medellin. Le bureau du CELAM a pris une orientation moins progressiste et il a la responsabilité de la préparation de cette III^e Assemblée de l'Episcopat qui en fait, se tiendra en 1979 à Puebla (Mexique). Les craintes sont grandes.

Puebla (1979) ⁽²⁾

Inaugurée par Jean Paul II, le 28 janvier 1979, au terme de son premier voyage en Amérique latine, la Troisième Conférence Générale de l'Episcopat latino-américain ne se présente pas sous des auspices favorables. Le thème est « l'évangélisation dans le présent et l'avenir de l'Amérique latine ». Mais on redoute les reprises en main et un changement de cap, sinon un désaveu, par rapport aux orientations de Medellin. « Puebla, un tournant ? », titre Témoignage Chrétien, « Dans quel camp sera l'Eglise ? » s'interroge la Lettre de Temps Présent... Le Document de Consultation n'a pas été bien accueilli par un certain nombre de Conférences Episcopales et on craint une condamnation des théologiens de la libération.

En fait Puebla sera plus une assemblée de pasteurs qu'une assemblée d'experts. Le discours inaugural de Jean Paul II est bien accueilli et le Message aux peuples d'Amérique latine ne manque pas d'un certain souffle qu'on retrouve dans le texte final, comme par exemple le regard sur la réalité et l'évocation des « visages très concrets » que prend la situation d'extrême pauvreté généralisée du Continent (§ 31-40).

(2) « Construire une civilisation de l'amour - Document final de la conférence de Puebla », Le Centurion, 1980.

Là encore le schéma part de la réalité : **« nous considérons que le fléau le plus dévastateur et le plus humiliant est la situation de pauvreté infra-humaine dans laquelle vivent des millions de latino-américains »**, déclarent-ils d'entrée (§ 29). Cette analyse sera éclairée à la lumière du dessein de Dieu qui, dans le Christ offre aux hommes des chemins de libération. La mission de l'Eglise est d'annoncer cette libération aux femmes et aux hommes du Continent, avec les moyens qu'elle se donne pour être fidèle à sa tâche.

Schéma classique mais dans lequel se trouve réaffirmé le choix prioritaire des pauvres, dans la perspective de leur libération intégrale et en vue de **« permettre l'instauration d'une vie humaine digne et fraternelle, ainsi que l'édification d'une société juste et libre »** (§ 1154). Le fait qu'un autre choix prioritaire, pour les jeunes, soit affirmé en même temps, n'atténue en rien la portée du premier : ils ne sont pas du même ordre, le choix prioritaire des jeunes, comme aussi celui de la famille, sont des orientations pastorales, des priorités à donner dans l'organisation pastorale de l'Eglise et non d'abord des axes référentiels pour la pratique évangélique. Les Communautés Eclésiastiques de Base qui ont tant marqué la vie de l'Eglise latino-américaine sont également reconnues comme lieu prioritaire d'évangélisation, ordonné **« à l'édification de l'Eglise et à l'expression missionnaire »** (§ 567). Finalement, Puebla va au-delà des espérances et les conclusions confirmeront les orientations prises à Medellin, onze ans plus tôt.

Le contexte actuel et les défis pour l'Eglise d'Amérique latine

Si, après Medellin, les années 70 s'ouvraient sur une perspective relativement dynamique, elles se terminent, avec Puebla, sur un panorama sombre et violent. Or les dix années qui viennent vont voir des bouleversements, alors imprévisibles, au plan mondial comme au plan continental. Ces bouleversements affecteront toutes les structures sociales : les chrétiens et l'Eglise, dans l'organisation de sa pastorale, ne seront pas épargnés par l'ébranlement. Ils aborderont la fin du siècle avec moins d'enthousiasme, plus de préoccupations et d'incertitudes.

Les années 80 ou la "décennie perdue"

Revenons au début de ces années 80. Une des caractéristiques de cette décennie, c'est d'abord la disparition successive de l'ensemble des régimes militaires : Nicaragua et Equateur en 1979, Pérou en 1980, Argentine en 1983, Uruguay en 1984, Brésil en 1985, Chili et Paraguay en 1989. La liste est éloquent. Les causes en sont nombreuses, mais la première tient au désengagement des Etats Unis dans leur soutien aux dictatures, après la fin de la guerre du Vietnam, et à l'avènement du Président Reagan en 1980 avec sa politique en Amérique latine de la « guerra encubierta » (guerre de basse intensité) : la domination s'exercera désormais sous d'autres formes, plus « discrètes »...

Dans ces années-là, en effet, le modèle économique qui va s'imposer à l'ensemble des pays latino-américains sera le néo-libéralisme et l'économie de marché, avec son cortège de privatisations massives, libre concurrence, contraction salariale, chute des investissements, chômage et sous-emploi... Du coup, le revenu moyen par tête retourne à celui de la fin des années 60. Ce à quoi il faut ajouter l'augmentation considérable du poids de la dette externe qui passe globalement de 223 milliards de dollars en 1980, à 420 milliards en 1989, faisant des pays d'Amérique latine de véritables exportateurs de capitaux. Les conséquences de cette situation sont dramatiques sur la population : frustration, démobilisation, violence et corruption. D'autre part, l'incapacité du secteur productif à croître au rythme des besoins suscite l'émergence d'un secteur nouveau dans son ampleur : celui de l'économie informelle qui, selon les pays, occupe entre 30 et 50 % de la population économiquement active. Sans doute ce secteur informel exprime-t-il la créativité des milieux populaires pour leur survie, mais on voit mal comment il pourrait créer une alternative au modèle économique dominant.

Face à cette situation catastrophique, les pouvoirs politiques mis en place au terme de processus démocratiques et qui — en principe — sont l'expression de la volonté populaire, avouent leur impuissance. Les risques sont grands d'émeutes de la faim, comme en République Dominicaine, au Vénézuéla, au Brésil ou en Argentine ces dernières années et on assiste à un effondrement de la crédibilité des autorités politiques, souvent empêtrées dans des imbroglios sentimentalo-économiques. D'ailleurs toutes les organisations intermédiaires (syndicats, partis politiques ou associations) souffrent des conséquences de la situation économique et de la crise idéologique provoquée par la disparition des modèles socialistes. Ces instances représentatives, attendues pourtant

avec espoir lors de l'accession à la démocratie, laissent, en « disparaissant », un vide qui ne peut que favoriser l'instabilité permanente de l'ensemble social, la désaffection vis-à-vis de l'engagement socio-politique et l'évasion idéologique. Cette situation est nouvelle par rapport à la fin des années 70 et d'autant plus grave qu'elle ne laisse pas entrevoir de renversement.

Dans ce climat d'insécurité, les migrations de population à l'intérieur des pays, d'un pays à l'autre ou vers les pays du Premier Monde, en particulier les USA, deviennent un phénomène social important. Mais d'abord, et du fait de l'absence d'une réelle volonté de réforme agraire, la formation de mégapoles gigantesques caractérise l'Amérique latine de cette fin de siècle. L'agglomération de México, par exemple, s'accroît chaque mois de 50.000 habitants... México et Sao Paulo s'apprêtent à passer le cap du siècle avec pas loin de 30 millions d'habitants. Cette urbanisation massive et incontrôlable entraîne des conséquences extrêmement importantes au plan social et humain : désintégration des structures élémentaires de la vie sociale (famille, groupe social), anonymat et disparition des repères traditionnels, vulnérabilité à toute forme de propagande... Sans parler de la violence, de la délinquance et de la corruption qu'engendrent de telles concentrations.

Si on regarde l'évolution de l'Amérique latine dans ces dix dernières années, on ne peut que parler de régression, et l'expression de « décennie perdue » convient bien, hélas !, à l'évanouissement des espérances nées de la fin des dictatures.

L'Eglise latino-américaine après Puebla

Dans les années 80, l'Eglise en Amérique latine a traversé des conflits douloureux qui ont profondément marqué les personnes en cause et les communautés chrétiennes : les affrontements au Nicaragua lors de la visite de Jean Paul II en 1983, la succession de dom Helder à Recife, la division du diocèse de Sao Paulo, le conflit autour du projet « Parole et Vie », les tensions avec la Conférence des Religieux et Religieuses (CLAR), les polémiques autour du thème de « l'Eglise populaire », les affaires Boff et les soupçons sur la Théologie de la libération, etc. De tout cela, on a beaucoup parlé. Trop, peut-être... dans la mesure où on n'a pas toujours fait l'effort de resituer ces tensions dans le contexte général de l'évolution du Continent.

étude historique

L'Eglise latino-américaine dans son ensemble, c'est-à-dire aussi dans l'expression de son message et dans son organisation pastorale, se trouve confrontée en effet à des défis nouveaux et redoutables : ceux de la société qui se met en place dans cette décennie « perdue ». Reprenons-les un par un...

— **la fin des dictatures** : si, au temps des régimes autoritaires, l'Eglise était souvent le seul espace d'expression et d'action, le processus démocratique — même formel — remet en question le rôle social qu'elle avait alors d'être « la voix des sans voix ».

— **la non-crédibilité** des instances politiques et intermédiaires : dans cette situation relativement nouvelle, l'Eglise hiérarchique fait figure de seule autorité morale vers qui on se tourne pour régler les problèmes sociaux. La tentation du pouvoir n'est pas loin.

— **le néo-libéralisme triomphant** : du coup on ne voit pas d'alternative qui mobilise l'action militante. Le système « D » qu'est l'économie informelle ne favorise pas automatiquement la solidarité, l'organisation populaire ou la vie communautaire. C'est un coup qui affaiblit durement l'organisation pastorale et en particulier le dynamisme des Communautés de base.

— **l'appauvrissement et la détérioration des conditions de vie et de travail** : la vie devient de la survie et le message volontariste et dynamique des années 70 devient celui de l'enfouissement et du maintien d'une espérance minimum. Dans les secteurs les plus démunis, l'heure n'est plus aux grands projets de développement, qui sont souvent, d'ailleurs, la cible de la violence armée, comme au Pérou par exemple. Le choix prioritaire des pauvres doit désormais passer par d'autres médiations.

— **l'urbanisation galopante et le gigantisme des villes** : pour l'Eglise, il s'agit là d'un défi qui questionne son organisation traditionnelle et même sa réflexion, toujours marquées par une vision rurale des sociétés. La dialectique centre-périphérie est trop linéaire pour expliquer un phénomène qui s'apparente plus au mouvement brownien, peu propice à une action pastorale. La mobilité, l'insécurité, l'anonymat, les horaires de travail éclatés... ne facilitent pas le rassemblement ecclésial, même pour les Communautés de base.

— **la massification culturelle** : dans ce contexte fragile, l'influence des grands médias est considérable et, dans bien des cas, désastreuse. On l'a vu lors de l'élection présidentielle au Brésil où le candidat Collor a été « fait », comme un produit de la chaîne privée « Globo ». Quant aux modèles que proposent les feuilletons télévisés, ils vont totalement à l'encontre des valeurs traditionnelles de solidarité communautaire ou familiale, de partage, d'attention aux petits, etc..., valeurs qui constituent le fonds du message évangélique. Comment barrer la route à une telle pollution culturelle ? Faut-il utiliser les mêmes moyens ? Mais à quel prix ?

— **Les classes moyennes** : elles font partie des « constructeurs de la société pluraliste » auxquels Puebla souhaitait s'adresser. Une part importante de cette catégorie sociale — un peu floue — vit, elle aussi, la dégradation de ses conditions d'existence et l'évanouissement de ses rêves. Quelle évangélisation l'Eglise a-t-elle menée dans ces milieux-là, depuis Puebla et dans la ligne du « choix prioritaire des pauvres » ? Choix prioritaire, mais non exclusif, il y a là un défi à relever, une voie pastorale à trouver autre que l'élitisme d'une part et l'utilisation paternaliste d'autre part. Y voir un détournement par rapport à Puebla frise le procès d'intention, alors qu'il y va de l'avenir de la société pluraliste en Amérique latine.

— **La prolifération des sectes** : voilà, une situation dont l'ampleur est nouvelle en Amérique latine. On estime que 30 à 40 millions de catholiques sont entrés dans les sectes, depuis 1970. Les causes sont nombreuses et complexes. Intentions politiques et stratégies fromentées par les lobbies conservateurs des USA, vide religieux dans les secteurs les plus défavorisés, message simple et chaleureux qui profite de la fragilisation socio-culturelle... Il faut affiner l'analyse et tenir compte de tous les paramètres pour étudier ce phénomène inquiétant qui marque fortement le cadre de l'action pastorale de l'Eglise latino-américaine d'aujourd'hui.

On le voit, la situation actuelle, plus de dix ans après Puebla, questionne en tous sens l'Eglise d'Amérique latine. Nombre de ces questions sont nouvelles. La rencontre de Santo Domingo voudrait précisément ébaucher des orientations pastorales qui répondent à ces situations et, 500 ans après la Première Evangélisation du Continent, relancer le dynamisme évangélisateur des communautés ecclésiales.

Vers Santo Domingo

Le 12 octobre 1992 est la date choisie pour l'inauguration de la IV^e Conférence Générale de l'Episcopat latino-américain. Date symbolique qui correspond à l'anniversaire de la date « officielle » où Christophe Colomb débarqua dans les Caraïbes.

L'Eglise latino-américaine et 1492

Le Document de Travail pour Santo Domingo montre clairement que les évêques ne prétendent pas réécrire l'histoire. Leur regard sur cette période se veut essentiellement pastoral, cherchant à discerner les signes des temps pour hier et aujourd'hui dans cette période complexe. Il me semble qu'il y a là un élément important à retenir pour la manière croyante de lire l'histoire des croyants au cours des temps. On n'y trouve pas en tout cas d'« histoire officielle » pour cette période. Et heureusement !

Depuis une dizaine d'années, une réflexion sur le thème des 500 ans est menée dans différents secteurs de la société et de l'Eglise en Amérique latine. Mais il faut dire tout de suite qu'il n'y a pas de grande mobilisation populaire. A part les festivités inévitables organisées par les gouvernements, on retrouve des groupes d'intellectuels et d'universitaires et des organisations indigènes et noires qui tentent de se regrouper en Mouvement continental de résistance indienne, noire et populaire, avec bien des difficultés à se maintenir libres de toutes manipulations. Au plan ecclésial, indépendamment du soutien à tel ou tel mouvement indien — je pense en particulier au diocèse de Ríobamba (Equateur) —, on semble être arrivé à une relecture relativement équilibrée de ces 5 siècles, reconnaissant ouvertement les erreurs, les complicités, les silences des chrétiens et de l'Eglise catholique, faisant ressortir aussi la nouveauté des grandes figures de l'évangélisation.

Mais l'important vient certainement du fait que dorénavant il faudra tenir compte de la diversité des cultures qui forment aujourd'hui la société latino-américaine, et donc aussi l'Eglise du Continent. Fruit de tous ces mouvements indigènes qui ont marqué le « réveil indien » ces derniers temps, c'est un autre défi pour l'Eglise du XXI^e siècle : comment respecter cette pluralité culturelle dans l'organisation de l'Eglise et la transmission de son message ? Rien que pour avoir forcé à poser la question, la commémoration de ces 500 ans est utile. Restera à essayer d'y répondre et c'est un autre des enjeux de Santo Domingo.

La préparation de la conférence

Déjà des pistes ont été ouvertes pour avancer sur ce point, comme sur les autres précédemment énoncés. Depuis deux ans, en effet, les Eglises locales préparent la Conférence de Santo Domingo à partir de différents Documents sur lesquels elles étaient invitées à réagir. L'ensemble des réactions a été regroupé dans un Dossier intitulé « *Secunda Relatio* ». Ce texte est très intéressant : entre autres, il témoigne — fait nouveau — de la diversité qui existe à l'intérieur de l'Eglise latino-américaine.

Plusieurs documents ont été publiés à cette occasion par les Conférences nationales. Celui de la Bolivie est particulièrement dynamique. Dans un pays dont près de 66 % de la population est indigène (Aymara, Quechua), les évêques rappellent qu'« évangéliser à partir des diverses cultures opprimées signifie les respecter, y découvrir la présence de Dieu, et les appuyer dans leurs luttes pour la libération de toutes les oppressions. Ce qui implique la recherche de nouvelles structures politiques et administratives qui promeuvent le développement intégral de ces peuples et de ces cultures ».

Le Document de Travail ne représente bien sûr qu'un point de départ dont la Conférence peut très bien, comme ce fut le cas à Puebla, décider de ne pas se servir. Il vaut la peine cependant de dire quelques mots de son contenu. La 1^{re} partie, **Regard pastoral sur la réalité latino américaine**, analyse l'histoire de l'évangélisation, la réalité sociale, culturelle et ecclésiale de l'Amérique latine. La 2^{me}, **Eclairage théologique et pastorale**, est une réflexion christologique sur l'événement du Salut. La 3^{me}, **Propositions pastorales**, donne des pistes pour répondre aux grands défis du moment et en fidélité aux options de Medellín et Puebla.

Dans cette 3^{me} partie du Document, il est intéressant de relever les options proposées. Premièrement celles de Medellín et Puebla sont rappelées comme signifiant un véritable engagement historique, un style de vie et un programme de travail. Pour répondre aux signes des temps pour aujourd'hui, quatre options nouvelles sont indiquées : Vitaliser la vocation et la mission des laïcs, évangéliser la culture urbaine, être présents dans le monde de la communication, respecter et promouvoir les cultures amérindiennes et afro-américaines.

Il manque sans doute à l'ensemble du Document de montrer clairement des axes de référence. On a un peu l'impression d'un énoncé de propositions successives, mises

toutes sur le même plan, alors qu'on attendait des orientations plus claires qui permettent d'élaborer des stratégies pastorales précises, en réponse aux défis de la « Nouvelle Evangélisation ». Mais il s'agit d'un document de travail et il faut attendre de l'Assemblée elle-même qu'elle organise cet ensemble d'analyses et de propositions en fonction des priorités que requiert la situation actuelle du Continent. Quoi qu'il en soit, ce texte a été bien accueilli en Amérique latine, d'autant plus qu'on craignait qu'il soit plutôt en retrait par rapport aux Documents antérieurs de Medellin et Puebla.

Il nous restera à suivre avec attention et intérêt les travaux de cette Assemblée, faisant confiance à l'Esprit de Pentecôte qui ne peut manquer de souffler quand il s'agit de tracer pour les prochaines années **« une nouvelle stratégie évangélisatrice, un plan global d'évangélisation qui tienne compte des nouvelles situations des peuples latino-américains et qui soit une réponse aux défis d'aujourd'hui, au premier rang desquels on trouve la sécularisation grandissante, le grave problème de la montée des sectes et la défense de la vie, dans un Continent où se fait sentir la présence destructrice d'une culture de mort »** (Discours de Jean Paul II à la Commission Pontificale pour l'Amérique latine, 14.06.1991).

**

A quelques semaines maintenant de l'ouverture de l'Assemblée de Santo Domingo, nous sommes invités à suivre cet événement en communion et solidarité avec les chrétiens de ces Eglises : ils représentent déjà près de la moitié des Catholiques du monde entier et bien des situations qu'ils ont à affronter aujourd'hui ont chez nous leurs causes et leur origine. La dette externe, l'appauvrissement des migrations vers d'autres pôles attractifs, l'invasion culturelle... constituent des défis pour eux comme pour nous, et, jusqu'à preuve du contraire, nous ne sommes pas plus malins qu'eux pour les relever.

*C'est pourquoi il me semble que la meilleure manière de manifester notre solidarité à l'occasion de cet événement ecclésial serait de tout mettre en œuvre ici pour **« promouvoir un nouvel ordre économique international dont l'objectif serait le développement d'une culture de la vie et de la solidarité au niveau planétaire »**, Tel est en tout cas l'appel qui nous est lancé de là-bas (Document de Travail, 619). Il ne suffit pas de dénoncer les structures de domination et de dépendance imposées à partir de 1492, il s'agit maintenant de les renverser et de mettre en place les structures concrètes de communion et de participation et de bâtir ensemble la Civilisation de l'Amour à laquelle déjà appelait l'Assemblée de Puebla.*

Quelques personnes sur un continent,

Rencontre à Belo Horizonte (Mai 1992)

Les implantations de la Mission de France dans le Tiers Monde ont toujours été très modestes : une trentaine de prêtres aux meilleurs moments. Mais nous y attachons la plus grande importance. Pourquoi ?

C'est au Tiers Monde que nous trouvons la plus grande pauvreté, bien qu'il faille distinguer des situations très diverses selon les régions, et nous savons que cette pauvreté est le fruit de l'injustice et de l'exploitation. Elle exprime tragiquement le péché du monde. Elle interpelle directement l'Eglise à la fois au niveau de l'entraide fraternelle et à celui du combat pour la justice. Le dénuement de ces peuples et leurs revendications à trouver leur place parmi les nations sont certainement l'une des « provocations » les plus marquantes de notre époque.

Par ses équipes au Tiers monde, la Mission de France s'ouvre à des peuples, des cultures, des religions différentes. Elle expérimente aussi la séduction qu'exerce le modèle unique de développement imposé par l'Occident, avec toutes les conséquences pour la vie en société de ces peuples. Elle partage l'espérance de ceux qui cherchent, à travers des voies nouvelles, un autre type de développement et de relations internationales. Elle se trouve ainsi engagée au cœur de questions majeures pour l'avenir des hommes.

Par sa présence sur d'autres continents, elle participe à la vie d'autres Eglises, implantées dans des contextes extrêmement différents : tout à fait minoritaire comme en Asie, voire étrangère comme aux pays de l'Islam, ou populaire comme en Amérique latine.

L'importance que nous entendons donner à notre présence au Tiers Monde ne peut se mesurer aux moyens que nous pouvons y mettre en œuvre : ils sont, à vrai dire, une goutte d'eau dans la mer. Elle se mesure à la vitalité des échanges que nous pouvons établir et entretenir. Nous sortons ainsi de nos mentalités trop hexagonales ou occidentales. Nous réapprenons l'Evangile et l'Eglise de la main des plus pauvres et des plus opprimés. Nous sommes plus aptes, grâce à la confrontation de nos expériences, à réentendre la Bonne Nouvelle dans les mentalités nouvelles des hommes dont nous partageons l'existence.

Ceux d'entre nous qui partagent les conditions de vie des populations du Tiers Monde : ouvriers des villes et des campagnes, ou pauvres exclus des circuits de la vie sociale, etc., ont appris, de ces populations, que les mêmes mécanismes d'une société fondée sur le profit et l'argent engendrent, ici et là, les mêmes effets. Après le colonialisme, le néocolonialisme et le transfert des modèles capitalistes de société brisent les solidarités anciennes et arasent les cultures. Ils constituent, aux dépens du peuple, une classe de possédants et de technocrates. Finalement, ils mettent en péril la dignité de l'homme et la foi. Ceci est en grande partie le fruit de l'imposition des monocultures, du redéploiement industriel par les multinationales, d'une urbanisation incontrôlée, d'une bureaucratie proliférante, etc.

Par ailleurs, on a perçu au Tiers Monde à quel point foi et religion étaient imbriquées, coulées dans des expressions culturelles et linguistiques dont elles paraissent indissociables. On a perçu aussi à quel point il était délicat pour la foi chrétienne de trouver les chemins de son expression dans une fidélité à la Source de la Tradition évangélique et dans une irrigation à partir de ces terres, nouvelles pour elle, mais pourtant anciennes, où elle doit grandir et se développer. C'est dire l'importance des langages et des cultures.

Nous mesurons peu à peu aujourd'hui l'œuvre immense qui est à faire pour que l'Evangile soit dit dans la langue des hommes de notre temps, c'est-à-dire dans leur mode d'appréhension de la réalité, au cœur de leurs espérances et de leurs désespérances. En Amérique latine, les théologies de la « libération » ne sont pas séparables d'une action de résistance aux pouvoirs oppresseurs, ni d'un effort de vie ecclésiale pour permettre à la Foi de trouver ses propres chemins d'expression. Il en va de même en Afrique ou en Europe, dans la mesure où tous ces pays, selon leur rythme, sont traversés par des mutations culturelles et dominés par des questions d'avenir que mettent l'homme en jeu.

(Orientations Assemblée Générale 1980)

I - Présence en Amérique latine : trois pays, deux langues

Les pays du Cône sud, Argentine, Uruguay, représentent l'Amérique latine « blanche », à forte immigration européenne industrialisée et en plein développement, possédant le PNB le plus élevé du continent et une législation sociale avancée, mais aussi une dette extérieure très importante, une inflation galopante et de profondes oppositions de classes sanctionnées pendant des années par des dictatures militaires des plus sévères. L'avenir de ces pays englués dans une crise économique profonde et soumis de la part des gouvernements à de rudes plans d'austérité, demeure encore incertain.

Les Etats-Unis du Brésil constitués de vingt-trois Etats, de trois territoires et du district fédéral de Brasilia, occupent près de la moitié du continent sud-américain. Avec une superficie de 8.511.000 kilomètres carrés, il possède une frontière commune avec tous les pays d'Amérique du Sud à l'exception du Chili et de l'Equateur.

C'est le pays le plus peuplé d'Amérique du Sud, avec 145 millions d'habitants. Même s'il a beaucoup baissé, le taux de natalité de 29 pour 1.000 est au moins deux fois plus élevé que celui des pays industriels avancés, alors que le taux de mortalité y est comparable. La population est aussi pour moitié constituée de Blancs d'origine européenne, de 10 % de Noirs et de moins de 2 % d'Indiens, le reste étant composé d'une infinie variété de mulâtres et de métis. Malgré l'extrême diversité initiale des vagues d'immigration et des différences régionales sensibles, le Brésil est remarquable par le caractère homogène de sa population, résultat de plusieurs siècles de mélanges raciaux, de l'usage généralisé du portugais et de la pratique répandue de la religion catholique.

Dans ce vaste pays sous-peuplé, la population, urbanisée à 73 %, se trouve surtout dans les très grandes villes de la côte.

Le Sud-Est, qui comprend le triangle Belo Horizonte - Rio de Janeiro - Sao Paulo, constitue le cœur économique et politique du pays. Sa mise en valeur a débuté au XVII^e siècle. Rio de Janeiro est le deuxième centre manufacturier du pays après Sao Paulo.

L'immensité géographique, la large fenêtre déployée sur l'Atlantique sud, l'usage du portugais, et sa force militaire ont contribué à isoler le Brésil de ses voisins latino-américains.

Les personnes

En Argentine

Paco Huidobro, d'origine espagnole, connaît un itinéraire très particulier. Travaillant dans le bassin minier des Cévennes pendant presque sept ans, il milita aux jeunes communistes. C'est grâce à la JOC qu'il découvre l'Evangile de Jésus-Christ sans renier son appartenance à la classe ouvrière. A 34 ans (en 1957), il est ordonné prêtre au service de la Mission de France. Son rêve de rejoindre l'Amérique latine ne se réalise pas immédiatement. Ce n'est qu'après quelques années dans le secteur St Louis de Marseille qu'il part, en 1962. Sa soif d'absolu et son attention aux pauvres trouvent à Avellaneda un lieu de mission. Il y est depuis trente ans et, vraisemblablement, c'est là qu'il pense finir ses jours.

En Uruguay, *Michel Boulet* donne la priorité au travail professionnel dans les sciences de la communication. Il est très préoccupé par l'implantation du MERCO SUL (Marché commun sud-américain) qui va provoquer une grande désintégration au niveau culturel et social. L'Eglise, assez divisée, a peu de poids dans le pays. Dans quelques banlieues, elle est organisée en petites communautés.

D'autre part, une équipe de religieuses, avec *Pierre Chambrin*, prêtre ouvrier retraité, de Montargis, est implantée dans une petite ville semi rurale, à la frontière du Brésil. Cette région, aménagée en coopératives de petits paysans, laissait prévoir un avenir prometteur. Aujourd'hui, on assiste à une concentration des finances et du pouvoir entre les mains de quelques personnes.

Au Brésil, il y a deux implantations avec chacune une équipe :

— Belo Horizonte, quatre millions d'habitants, est à la fois la capitale d'un des Etats les plus riches et pôle d'attraction pour les populations qui augmente de 100.000 personnes par an.

— Volta Redonda : l'équipe fut demandée par l'évêque. Cette agglomération, située à 100 km de Rio de Janeiro, est dominée par une usine sidérurgique depuis 1945. Actuellement ce centre industriel est en voie d'être privatisé.

A volta Redonda, l'équipe est constituée de trois prêtres français.

— *Jacques Hahusseau* est prêtre du diocèse de Cahors. Après avoir été dans l'équipe associée de la région de Gourdon, il part pour le Brésil en 1983, dans une région rurale du diocèse de Goias. Il y reste jusqu'en 1991, participant à la défense des paysans qui sont la proie de la violence des propriétaires des « latifundias ». Maintenant, dans la région de Volta Redonda, il connaît un autre aspect de ce pays et notamment les communautés de base. Malgré son attachement pour le Brésil, où il a découvert l'espérance au cœur de la violence, il pense revenir en France dans deux ans.

— *Jacques Purpan* faisait partie, en France, de l'équipe hôtelière comme chef de rang et maître d'hôtel : l'été à Nice, l'hiver à Courchevel. Après avoir assuré la responsabilité du Service-Jeunes comme membre de l'équipe centrale pendant six ans, il apprend le portugais pour rejoindre le Brésil. Faisant équipe avec un prêtre et trois religieuses, il accompagne onze communautés rurales situées à 25 km de son lieu d'habitation. Il est aussi responsable des jeunes sur le diocèse. Chaque groupe s'inspire de la dynamique de la JOC (Voir - Juger - Agir) mais — Amérique latine oblige — y ajoute Fêter et Célébrer.

— *Bernard Turquet*, originaire du diocèse de Versailles est ordonné prêtre en 1967. Ayant obtenu une licence de théologie, il enseigne, au séminaire de Pontigny, la théologie des sacrements et anime des sessions de recyclage. Pendant 7 ans, à Vénissieux, il assure une responsabilité paroissiale tout en travaillant dans la serrurerie et la charpente métallurgique et en s'inscrivant dans le tissu associatif. De 1978 à 1984, il est membre de l'équipe centrale, il suit particulièrement la réflexion de l'Atelier Prêtres Ouvriers. Après une longue attente de 3 ans, il peut enfin rejoindre le Brésil où il accompagne 22 communautés dans la banlieue de Volta Redonda.

A Belo Horizonte

— *Pierre Leboulanger* est à Belo Horizonte depuis 9 mois après 14 ans à Volta Redonda. Il exerce le métier de chauffeur qu'il avait commencé à Gennevilliers autrefois. Bien que le Brésil soit la 8^e puissance mondiale, Belo est une mégapole avec son contingent de pauvres : on trouve le monde de la rue, des enfants, chiffonniers, qui gagnent juste de quoi survivre en triant, dans les poubelles, le papier revendu à un prix dérisoire. Pierre connaît ce monde de la rue : les prostituées, les 600 familles vivant sous des bâches.

— *Cristina*, une uruguayenne, vit depuis 25 ans au Brésil et 5 ans à Belo Horizonte. Elle appartient à une fraternité bénédictine. Elle a toujours travaillé avec des marginaux avec l'objectif de lutter ensemble pour qu'ils récupèrent leur dignité. Refusant s'assistanat, elle interpelle les pouvoirs publics pour qu'ils prennent en compte la réalité de ces groupes.

— *Eriberto*, âgé de 32 ans, est séminariste. Il y a 7 ans qu'il a découvert l'Eglise. Préoccupé par les inégalités de la société, il trouve dans l'Evangile la lumière qui éclaire tous ceux rejetés dans l'ombre. Ainsi il poursuit sa formation sur ce secteur.

— *Anchita*, fils de paysan, ayant lui-même travaillé la terre, est maintenant dans cette grande ville. Il se consacre à un phénomène important : les migrations des jeunes : ces derniers partent trois mois pour faire des cueillettes et reviennent en ayant gagné plus qu'en une année sur place. Anchita est prêtre brésilien.

— *François Lewden*, appelé Chico, est un prêtre du diocèse de Bordeaux. Il connaît tous les dédales de sa favela qui surplombe Belo Horizonte. Il travaille dans la métallurgie comme ajusteur. Il a la nationalité brésilienne. C'est au Brésil qu'il a retrouvé la force de la prière, le partage de la vie communautaire, la dynamique de la non violence. « Ici les gens affrontent la vie sans tomber dans la dépression. Ils résistent depuis toujours. Ils gardent l'Espérance ! ».

— *Jacques Malésys* partage la réflexion des équipes. Prêtre diocésain de Lille, il a exercé, depuis 18 ans, diverses professions dans le monde de la santé. Actuellement, il travaille en cardiologie dans un grand hôpital universitaire (le plus important de l'Amérique latine). Il habite un appartement au centre de Sao Paulo. Pendant les week-ends, il participe à l'animation d'une paroisse de banlieue. Il accompagne la pastorale des corticos, les personnes résidant dans un certain type de logement collectif (cortico = ruche).

II - Priorités et préoccupations principales

Au cours de la rencontre de Belo Horizonte, les uns et les autres ont essayé de faire état de leurs préoccupations et de ce qui leur apparaissait comme prioritaire dans le type de présence qu'ils ont aujourd'hui.

A — Les priorités concernent, en premier lieu, la proximité de tous ceux qui sont exploités ou marginalisés, et la participation aux mouvements collectifs de ceux qui luttent pour essayer de changer les choses.

Il s'agit ici d'échapper à toutes les formes d'assistentialisme qui ont eu cours dans le passé et qui laissent la personne assistée dans une situation d'infériorité. Dans des quartiers, dans des favelas, des groupes s'organisent, des syndicats se constituent où des gens essayent de défendre collectivement leur dignité. C'est à ces mouvements qu'il s'agit d'être présents. Cela suppose l'adoption de modes de vie simples. L'habitat, le vêtement ou la nourriture doivent manifester ce choix.

Mais, plus profondément encore, il faut accepter de faire une véritable conversion pour tenter de saisir le point de vue de ceux avec qui on veut lutter. Il faut arriver à s'identifier au peuple pour essayer de comprendre et d'adopter sa vision. D'une façon particulière, l'un de nous cherche ainsi à se rapprocher de tous ceux que marque la culture ou la religion africaine.

Ce type d'attitude devrait permettre alors de ne plus apparaître comme des serviteurs de la France ou comme des agents du capitalisme.

Cela ne signifie pas de couper tous les liens avec la France, mais seulement de marquer que la présence ici est authentique et sans arrières pensées. Dans cette ligne, l'un de nous se préoccupe activement de l'implantation du Mercosul, ce marché commun sud-américain.

Enfin certains mentionnent comme priorité la lutte contre la torture, hélas trop présente.

B — L'autre volet des préoccupations ou des priorités concerne la foi et la vie de l'Eglise.

Plusieurs d'entre nous sont dans des communautés de base, d'autres dans des paroisses. Mais tous, nous manifestons le désir d'une Eglise à la fois chaleureuse et ouverte sur le monde, une Eglise qui ne s'enferme pas sur ses problèmes internes.

On rêve d'une Eglise attentive à tous ceux qui luttent pour leur dignité et qui, pour l'instant, ne s'y retrouvent pas. Il faudrait ainsi que l'Eglise puisse être un lieu d'échange des expériences des uns et des autres.

Tout cela suppose un travail de formation des chrétiens et un accompagnement des animateurs. Les laïcs doivent être formés à partir d'une lecture de la Bible, mais aussi au plan politique pour éviter des analyses simplistes. Il s'agit à la fois de renforcer les liens à l'intérieur des communautés mais aussi de permettre aux chrétiens d'être pleinement présents aux mouvements qui se produisent autour d'eux.

Certains parlent d'un passage de la religion à la foi. Il s'agit, en tout état de cause, de mieux établir le lien entre la vie et la foi, et la révision de vie peut être un moyen dans cette direction. De même les sacrements ne devraient plus être centrés exclusivement sur la Parole de Dieu.

Mais ce souci de renouvellement de la vie de l'Eglise à l'échelle des communautés doit aussi se traduire au plan plus vaste de l'Eglise diocésaine. La conversion missionnaire est à faire, là aussi. Il faut intervenir en direction d'une assemblée pastorale du diocèse où puissent être marqués les choix par rapport aux pauvres et aux exclus.

A ce titre, la formation des séminaristes est importante dans la mesure où elle traduit les choix de l'Eglise qui les appelle.

III - Un point crucial : Civilisation urbaine

Nous avons centré le débat sur le thème de la modernité telle qu'elle apparaît dans une civilisation qui devient de plus en plus urbaine. Et nous avons abordé la question à partir de ce que nous percevons dans le quotidien de nos vies c'est à dire à partir de nos pratiques et des personnes rencontrées : les marginaux, les pauvres, les demandeurs de sacrements. Pour eux qu'est-ce que cette modernité ?

Dans cette situation, quels sont les défis pour notre Eglise latino-américaine marquée par la culture rurale et européenne ? Quelles priorités pour nos ministères ?

- *Flashes sur la modernité*

Premier constat : l'urbanisation atteint de plus en plus l'Amérique Latine. Les villes s'étendent indéfiniment et deviennent ces mégapoles du Tiers-Monde de plusieurs millions d'habitants.

Les conditions de vie

Comme en toutes les villes, mais sans doute plus qu'en d'autres, la différence entre le centre et les banlieues entraîne une différence d'expérience et presque deux catégories d'hommes : au centre, le citoyen avec tous les droits et toutes les facilités qu'offre la vie urbaine ; à la périphérie des banlieues, une sorte de demi-citoyen. En ville les contradictions de notre société sont de plus en plus exacerbées : il y a ceux qui ont tout et ceux qui n'ont rien.

Malgré cela, et même si les gens ont des regrets de la campagne, la ville fonctionne comme utopie dans la tête des gens. Elle apparaît comme un espace de liberté, d'anonymat favorisé par la circulation des personnes. Les autobus sont toujours pleins de personnes qui circulent entre leurs lieux d'habitation, de travail et de loisirs. Si bien que la modernité nous paraît irréversible.

Pourtant, on note de fortes résistances à cette modernité (liées aussi, bien sûr, aux conditions économiques). Des gens en ont marre de pointer, de faire un travail répétitif et préfèrent arrêter pour travailler au noir : camelots, petits travaux, bistrots, etc. Ainsi une économie parallèle se développe de plus en plus.

Les mentalités

Avant tout nous avons noté que le fait d'aller de la campagne à la ville entraîne un changement de l'imaginaire. Peut-être parce qu'ils ne sont plus pris dans les travaux agricoles rythmés par les saisons, les gens de la rue vivent souvent sans aucune notion du temps.

Mais surtout, en ville, leur imaginaire est pratiquement toujours lié à l'argent, à la consommation et à l'idée de s'en sortir seul. En ville, où la rencontre et la communication devraient être plus faciles, on perçoit aujourd'hui la fuite hors des communautés et la tentation de l'isolement : chacun ou chaque famille reste devant la télévision ou le film vidéo.

La violence urbaine n'est sans doute pas étrangère à ces attitudes : peur de sortir, d'être agressé ou volé.

- Une Eglise désemparée

A la campagne il était naturel d'être chrétien. Aujourd'hui, en ville, les adultes gardent quelques-unes des références chrétiennes qu'ils avaient acquises à la campagne. Mais les jeunes perdent de plus en plus ces références. Nous ne savons guère comment les atteindre. Nous ignorons quelles sont leurs valeurs, ce qu'ils pensent...

Dans nos communautés de banlieue, la pratique oscille souvent entre 1 et 5 %. Un bon nombre de présents paraît venir plus pour assister que pour participer. Et, dans certains cas, en particulier dans les Communautés Ecclésiales de Base (CEB), l'Eglise apparaît comme une communauté alternative. Cette alternative est d'ailleurs ambiguë : pour une part c'est une fuite et un refuge, pour une autre c'est une manière de protester contre la télévision, les journaux, etc. Et l'on retrouve le même phénomène dans les sectes.

Pour un habitant des banlieues, le principal défi est de rencontrer une communauté pour s'identifier et être identifié. Les chiffonniers, par exemple, se sentent valorisés et reconnus depuis qu'ils forment un groupe. L'un d'eux nous disait : « Avant je n'étais rien, maintenant je suis un travailleur ».

Cependant, même dans l'Eglise, l'argent est souvent le facteur qui dessine le contour des communautés et fixe leurs limites. Dans une même banlieue tous n'ont pas le même niveau de vie et tous ne se rencontrent pas dans les mêmes Communautés de Base. S'ils se rencontrent, c'est dans d'autres groupes : sports, clubs de loisirs, etc.

Il reste que les gens écrasés ont besoin de ces communautés et de cette union pour s'en sortir. C'est le cas des « acampados », ces sans-logis qui envahissent un terrain inoccupé pour forcer les pouvoirs publics à faire quelque chose pour le logement. Seuls, ils resteraient toute leur vie dans la rue.

- Quel contenu donner à notre ministère ?

Dans ces conditions quelle est la fonction de nos communautés, quel est le rôle de l'Eglise ? Le salut de ses membres ou la semence, l'annonce d'une Bonne Nouvelle pour tous ?

La paroisse répond-elle à cette deuxième perspective ? Comment garder en permanence la préoccupation de toutes les brebis sans se laisser accaparer par le petit troupeau ?

La première difficulté que nous rencontrons, nous et les autres « agents pastoraux », par rapport aux groupes marginaux (chiffonniers, sans-logis, etc.) est que nous n'appartenons pas totalement au groupe. Le travail est plus facile, par exemple, quand on habite dans la « favela ».

Et le premier obstacle à l'évangélisation reste — ce n'est pas nouveau ! — l'opposition, que nous ressentons très fort, entre les deux maîtres : Dieu et l'argent. Ceci est perceptible même au milieu des pauvres qui n'ont ni superflu, ni même le nécessaire. « Je ne peux pas acheter ceci, je ne peux pas faire cela », disent-ils avec envie.

Dans une telle situation il est normal que l'Eglise, comme le pouvoir dans une société moderne, ait un plan, des objectifs à réaliser. Quelle attitude adopter ? L'un de nous pense que les chrétiens et spécialement les prêtres ne doivent pas travailler de cette manière mais plutôt accompagner, être attentifs à ce qui naît ou renaît. Alors qu'une autre se demande si nous ne devons pas chercher en même temps (avec les non chrétiens aussi, bien sûr), à avoir un poids pour faire évoluer la société.

Résister.

Quoiqu'il en soit, aujourd'hui, comme Eglise, il nous paraît important de développer une mystique de la résistance à partir des pauvres et des petits groupes, et de favoriser tout ce qui peut apparaître comme pôles de résistance :

Pour cela, dans ce monde urbain qui disloque les solidarités, il faut d'abord favoriser tout ce qui va dans le sens de la relation entre les personnes. Il faut aider aussi toutes les organisations populaires (associations, syndicats, partis, groupes de femmes, coopérations, etc.). Mais cela n'empêche pas aussi d'appuyer les propositions de lois quand elles visent le développement des banlieues et surtout d'exiger ensuite leur application.

Il nous paraît très important de valoriser tout ce qui se fait sans argent ou avec des moyens pauvres. Dans la rue, par exemple, beaucoup vivent sans argent, simplement sur la base du troc. De la même manière, et dans le même sens, il faut donner de l'importance à tout ce qui est production alternative (recyclage d'ordures, etc.) et économie parallèle.

Plus profondément, il faut s'attacher à développer dans les groupes un esprit critique, non pour récuser la modernité et le développement mais pour défendre l'homme avant tout. La référence de : Mc 5, 1-17, où Jésus pense qu'il vaut mieux perdre un troupeau de porcs pour libérer un homme, est ici centrale.

Tout cela demande sans doute de la patience. Mais il s'agit surtout de cette patience historique qui aide à garder la mémoire collective, car tout ce travail de changement des mentalités va très lentement. Mais nous croyons que ces formes de résistance, dans leur diversité et leur complémentarité, font partie de la « Bonne Nouvelle », c'est-à-dire de l'évangélisation dans la ville d'aujourd'hui.

La résistance dans ce pays n'est pas un jeu. Dans ces groupes de résistance, il y a quelquefois des morts. Mais, comme la mort du Christ, elles ont une grande valeur pour témoigner de l'importance de cette résistance qui est pour la vie de l'homme. Et comme après la déception de la mort du Christ, de petits groupes (des femmes, des disciples d'Emmaüs, etc.) ont fait renaître l'espérance, ici aussi, après l'échec, par exemple après la défaite de la gauche en 89, on voit renaître un espoir à partir de la base et des pauvres. Heureusement, la lutte ne va pas toujours jusque là. Mais ces groupes permettent souvent de découvrir la valeur du don gratuit au service des autres. Ce peut être l'occasion pour les uns et les autres d'explicitier leur foi et de prendre conscience de l'amour gratuit de Dieu.

(Notes transmises par François Lewden).

QUELQUES MOTS-CLES POUR ESSAYER DE COMPRENDRE LA SITUATION ACTUELLE DU BRÉSIL :

Bernard TURQUET

* **Récession** : Vraiment, on est dans une phase récessive importante. L'industrie tourne au ralenti, elle ne peut plus écouler ses produits dans le Brésil même. Il faut absolument qu'elle se tourne vers l'extérieur. Le chômage est considérable dans le bâtiment : et quand on parle « bâtiment », cela atteint tous les gens du Nordeste qui sont venus à 3 000 km, dans la région de Sao Paulo et de Rio, qui sont descendus comme ouvriers.

Un signe de cette mutation économique pour les deux dernières années : la Compagnie Nationale Sidérurgique située à Volta Redonda - où j'habite -, employait 25 000 ouvriers. C'était la dixième usine du monde au point de vue sidérurgique et le septième plus grand haut-fourneau du monde. Elle écoulait 70 % de ses productions à l'intérieur du Brésil dans les années 87-88. Maintenant, seulement 30 %. Il faut donc qu'elle se place sur le marché international avec des produits de deuxième qualité qu'on vend quelquefois plus bas que le prix de revient, pour faire de la trésorerie.

* **Modèle économiste néo-libéral.**

C'est un **modèle**, c'est-à-dire quelque chose qui a été voulu, a été pensé, a été mis en place.

Economiste, c'est-à-dire priorité absolue à l'économie, avec cette illusion que le social va suivre après l'économie. L'illusion c'est que si on augmente la part du gâteau, il y aura des miettes pour les petits de la société. Mais ce n'est pas vrai, parce que les 10 % les plus riches avaient 39 % des richesses nationales en 1962, et maintenant ils ont 60 % !

Ce modèle tourne toute l'économie vers l'extérieur et produit des exclus. Il n'y a pas un seul pays d'Amérique latine - sauf Cuba - qui échappe à ce néo-libéralisme. C'est la loi du marché, et il a été largement favorisé par l'effondrement des pays de l'Est, en ce sens que toute la propagande était centrée sur ce thème « Il n'y a pas d'autres alternatives ; il faut en passer par là ».

Les recettes sont bien connues : c'est l'austérité pour les pauvres et l'intégration au capitalisme international, avec une redéfinition du rôle de l'Etat, avec la privatisation de toutes les entreprises, la place aux investissements privés, et l'ouverture sur le marché externe : il faut exporter coûte que coûte, avec la libéralisation du commerce où le mot-clé est la compétitivité. Tout augmente quelquefois très vite, avec la fin de l'indexation des salaires : ces derniers sont bloqués pour quatre mois ; tous les quatre mois, il y a une grande discussion et, finalement, le Congrès vote le salaire minimum. Alors, pendant un mois, on respire un peu. La dernière fois, il était de 80 dollars ; mais à la fin du 4^e mois, il ne reste plus que 35 à 38 dollars. Avec le salaire minimum, quand on arrive en fin de course, on ne peut acheter que 4 sacs et demi de ciment. En ce moment, deuxième mois de blocage des salaires, le salaire minimum s'épuise en 3 visites de médecin. En conséquences, il faut reformuler la sécurité sociale parce que les gens ne peuvent plus payer les médicaments. Des tas de plans de santé sont proposés à la télévision, tous plus mirobolants les uns que les autres... En gros, un plan de santé, c'est un salaire minimum par mois.

*** Inflation :** Elle continue avec la baisse du pouvoir d'achat, avec les incidences sur la vie de la population qui ne mange plus de viande dont le prix est inaccessible (sauf le poulet : on achète des pattes de poulet). Le fromage aussi est très cher. On supprime le lait, qui est simplement pour les enfants en bas âge, et en petites quantités ; on se prive de légumes ; on en vient à se nourrir avec un œuf, du riz et du féjean (haricot noir qui heureusement contient pas mal de sels minéraux), mais ce n'est pas suffisant. Une malnutrition lente s'installe. La santé se dégrade aussi. On a les médicaments avec beau-

coup de peine ; les gens arrivent à avoir une consultation rapide : jamais on n'ausculte les gens, toujours de loin, derrière la table ; on ne touche pas un malade. Ordonnance en main, ils s'aperçoivent du prix élevé des médicaments, à la pharmacie. Il faut choisir : ou manger ou acheter le médicament ; alors on laisse tomber et on retourne aux remèdes naturels, qui font effet ou non.

Cette inflation a aussi de l'influence sur les boulots : le nombre des petits boulots augmente. Les vendeurs de rue pullulent, les enfants quittent l'école (une école déjà bien faible), on accepte n'importe quel travail à n'importe quel prix. Les laveuses de linge touchent un salaire de misère...

*** Violence :** C'est vraiment une caractéristique du Brésil. La violence s'insinue à tout moment, dans toute la vie de la société et gangrène tous les organismes. Cela se traduit par des attaques à tout instant, dans l'autobus, dans la rue, avec viols, vols de voitures, drogue... La violence fait naître les escadrons de la mort, des polices parallèles... A Volta Redonda, il y avait un jeune de moins de 25 ans de tué, par jour, et Volta Redonda a 300 000 habitants !

Avec cette violence est accouplée l'impunité. L'impunité pousse à la violence et la violence engendre la peur, réelle ou supposée dans la tête des gens. On peut parler de paralysie totale. Comme disait le cardinal de Sao Paulo : « Un peuple qui a peur ne participe plus ». La peur, d'un certain côté, arrange le gouvernement en place parce que le peuple s'abstient d'agir, se tait.

*** La dette extérieure :** C'est une des réalités fondamentales du Brésil, cette dette dont on parle tous les jours, aux nouvelles, parce qu'un ministre va négocier à Washington... Finalement le Brésil reçoit constamment des lettres d'intention du FMI qui, en réalité, sont des lettres d'injonction. Il faut suivre. Et quand on parle de modèle économique, le FMI, le Groupe des 7 et la Banque Mondiale favorisent ce modèle néo-libéral. Il faut

en passer par toutes les mesures imposées par ces structures. En négociation perpétuelle, le Brésil promet de payer et de réduire l'inflation à 2 % d'ici à deux ans. C'est absolument impossible ! Tout le monde sait que c'est un mensonge : on fait comme si, le FMI aussi. Moyennant quoi on a des crédits, c'est un grand succès. On va au Japon et on dit : « Vous voyez, on a eu l'aval, le feu vert du FMI »... C'est une sorte de fuite en avant. Ce problème de la dette revient constamment ; c'est une ponction sur les travailleurs brésiliens : tout cet argent qui part à l'étranger pour payer la dette n'est pas utilisé pour les gens. Comme le modèle économiciste, il oublie complètement les dépenses sociales que sont la santé, l'école...

* **La désillusion politique** : La désillusion succède à une période ascendante où le peuple avait participé, avait cru à une voie possible. « On est désillusionné », devant le verbiage et le mensonge des politiques, la corruption absolument généralisée, qui touche jusqu'au Président de la République, sa femme, les ministres... Le vote est obligatoire : quand vous ne votez pas, vous avez une amende et si vous êtes en dehors, il faut fournir une explication à un juge, dire pourquoi vous n'avez pas voté. Aux dernières élections des députés, les votes nuls et blancs ont augmenté. Et cela inquiète beaucoup et les politiques, l'Eglise, et les responsables soucieux de l'avenir du Brésil. On ne croit plus au politique, on ne croit plus à rien. C'est une situation très grave qui fait le lit de tous les soubresauts possibles, de toutes les aventures possibles.

* **Soupapes** : Au milieu de cette vie injuste et opprimée, il faut bien un certain nombre de soupapes pour vivre. Elles se situent dans la fête : heureusement, il y a la fête, la « convivência ». On va réunir les amis, pour les anniversaires, le Carnaval... Tout est bon pour faire la fête, pour partager ensemble la musique... La première chose qu'a achetée mon compagnon brésilien, avec qui je vis, - premier prêtre noir du diocèse -, ce sont deux baffles ; il s'endort avec la musique : toute la nuit, il dort avec la musique dans les oreilles ! La religion est aussi une soupape très importante, où les sectes jouent un rôle absolument capital.

Réfléchir à propos du Cinquième Centenaire de la découverte, de la conquête ou de la colonisation de l'Amérique est une tâche historique incontournable. De ce côté-ci de l'Atlantique, pour nous Espagnols, cela nous reconduit à une série d'événements qui sont au cœur de notre histoire. A plus forte raison, pour nous Andalous et plus précisément encore Sévillans, il est impossible de nous dérober, pour des motifs évidents, à ce que signifie cette commémoration.

Le V^e Centenaire nous appartient et nous lui appartenons. C'est pourquoi nous devons le regarder en face et ouvrir notre mémoire à ce qui s'est passé au XVI^e siècle et durant les siècles qui ont suivi, jusqu'à notre présent. Persuadés que le passé raconte des choses qui intéressent l'avenir, nous devons dire la vérité, toute la vérité, sans timidités ni triomphalismes.

Pour 1992, notre objectif devrait être celui-ci : faire mémoire des cinq cents ans et prendre des engagements solidaires afin de rendre meilleur le monde que tous nous avons construit là-bas et ici.

Dans un article intitulé « L'Amérique doit se découvrir elle-même », l'écrivain Eduardo GALEANO* renvoie dos à dos légende noire et légende rose. Ces deux extrêmes nous maintiennent hors de l'histoire, c'est-à-dire hors du réel. Ces deux interprétations de la conquête de l'Amérique révèlent surtout une vénération suspecte pour le passé. La fameuse légende noire rejette sur le dos de l'Espagne, et en moindre mesure sur le Portugal, la responsabilité de l'immense pillage colonial qui, en réalité, a davantage bénéficié à d'autres nations européennes et qui rendit possible le développement du capitalisme moderne. GALEANO écrit tex-

tuellement : « La cruauté espagnole si souvent mentionnée n'a jamais existé. Ce qui a existé et existe encore, c'est un abominable système qui a nécessité et réclame toujours des méthodes cruelles pour s'imposer et se renforcer. Symétriquement, la légende rose dément l'histoire, loue l'infamie, appelle « évangélisation » le vol le plus colossal de l'histoire du monde et fait insulte à Dieu en lui attribuant l'ordre imposé ».

Il est évident que l'Amérique ne fut pas découverte en 1492, de même que les légions romaines ne découvrirent pas l'Espagne lorsqu'elles l'envahirent en 218 avant Jésus-Christ. L'histoire de la conquête de l'Amérique a été fabriquée du point de vue du capitalisme marchand en pleine expansion. Cette façon de voir prend l'Europe pour centre et le christianisme comme unique vérité.

(*) E. GALEANO est l'auteur des « Ventes ouvertes de l'Amérique latine » (Coll. Terres humaines, Plon).

A partir de 1492, l'Occident a prétendu s'ériger en centre du monde. Par ses invasions et ses désirs d'empire, il a cherché avec orgueil à fonder le monde à partir de lui-même. Afin d'imposer leur vaniteuse et supposée supériorité, les Européens se sont servis du Dieu chrétien, le transformant en un symbole de pouvoir et d'oppression. Les théologiens de la libération le constatent : l'idolâtrie de l'Occident consiste à croire que Dieu devait arriver avec les Européens. Indiens, Métis, Afro-Américains et habitants des Caraïbes furent jugés païens, infidèles, superstitieux, égarés dans les ténèbres du péché ou de l'erreur.

La Commission d'Etudes d'histoire de l'Eglise en Amérique latine, réunie à Saint Dominique, a déclaré dans cette ligne que, selon le vrai sens de l'histoire, le Dieu créateur de la vie était déjà présent dans ces ter-

ritoires depuis des milliers d'années, agissant en tant que force vitale et spirituelle des cultures aborigènes et africaines. Dieu était l'Esprit donnant la vie, la santé et la subsistance à tous les peuples. Les historiens concluent : « Les Eglises occidentales insisteront sur les cinq cents ans d'évangélisation. De cette façon elles occulteront par là l'Esprit de vie et de libération qui était à l'œuvre depuis des temps immémoriaux et que bien souvent l'Europe éteignit ou interrompit en affirmant sa domination et son mépris pour les peuples opprimés et leurs descendants ».

« La conquête n'est pas finie » : telle était la publicité d'une agence de voyage européenne qui offrait la Bolivie aux étrangers, il y a quelques années. La dictature militaire cédait au plus offrant les terres les plus riches du pays alors qu'elle traitait les Indiens boli-

viens comme les conquérants du XVI^e siècle. Au début de la conquête, dans les papiers officiels, on obligeait les Indiens à s'autodésigner comme ceci : « Moi, misérable Indien... ». Aujourd'hui, les Indiens n'ont le droit d'exister que comme main d'œuvre servile ou comme attraction touristique.

Le racisme n'est pas qu'un triste souvenir de la présence européenne dans l'Amérique d'il y a cinq siècles. Actuellement subsistent soixante dix-millions d'indigènes qui sont les successeurs directs des premiers habitants du continent. Les indigènes vivent dans des conditions misérables et dans le mépris le plus absolu. Maintenant encore, la culture dominante les accepte comme objet d'étude mais non pas comme sujets ayant des droits. Les indigènes ont un folklore non une culture ; ils pratiquent des superstitions, non des religions ; ils parlent

des dialectes, non des langues ; ils font de l'artisanat, non de l'art.

Il est trop simple de penser que 1492 a été une date glorieuse dans l'histoire de l'Espagne. Il n'est pas juste non plus de déclarer que nous, les Espagnols, sommes les plus grands responsables de l'invasion et de la conquête de l'Amérique. La colonisation de l'Amérique représente plus que le projet malheureux d'une poignée de conquistadors espagnols : elle est plutôt le début de la triste stratégie de domination occidentale. L'hégémonie du Nord sur le Sud commença à s'établir officiellement et elle se trouve aujourd'hui dramatiquement consolidée.

Les pouvoirs économique, financier, militaire, culturel et religieux de l'Occident, alliés aux pouvoirs dominants internes, continuent à détruire la vie,

les ressources, le présent et le futur de ce Tiers-Monde appelé Amérique latine. Sous l'emprise de l'impérialisme des Etats-Unis, vivent entre la faim et l'extrême pauvreté, plus de 300 millions de latino-américains. La dette extérieure les étouffe, les multinationales les asservissent et les sectes religieuses ou les séries télévisées sont le seul aliment spirituel de la grande majorité du peuple. Triste bilan pour le Cinquième Centenaire.

La célébration de ces cinq siècles devrait nous servir d'occasion pour inverser le cours de l'histoire. Réparer le mal commis, c'est-à-dire mettre en œuvre la juste solidarité que nous devons à l'Amérique latine en quantités incommensurables. Comment peut-on exiger d'eux le règlement de la dette extérieure ? C'est nous qui sommes endettés vis-à-vis d'eux depuis

cinq cents ans, nous le Premier Monde.

C'est bien de célébrer les anniversaires. Non pas pour conforter ce système injuste qui nous gouverne en collaborant à l'autosatisfaction et à l'autocélébration des tenants du pouvoir mais bien en le dénonçant et en le transformant. Pour cela, il faudrait fêter les vaincus, non les vainqueurs... Se souvenir des vaincus et de ceux qui s'identifièrent à leur destin comme Bernardino de Sahagun, de ceux qui n'ont vécu que pour eux comme Bartholomé de las Casas, Vasco de Quiroga et Antonio Vieira, de ceux qui sont morts pour eux comme Gonzalo Guerrero qui fut le premier conquérant conquis : il termina sa vie en luttant aux côtés des Indiens, ses frères de prédilection, dans le Yucatan.

Amérique latine : variation humoristique sur la dette

(Luis Brito GARCIA)

Dans un certain nombre de pays, des voix s'élèvent pour une remise de la dette extérieure de l'Amérique latine selon une réversibilité des capitaux engagés (cf. DIAL D 1591 et 1655). Dans le texte ci-dessous tiré de la publication équatorienne **Punto de Vista** du 9 septembre 1991, le Vénézuélien Luis Brito Garcia inverse malicieusement les données du problème en donnant, de façon imaginaire, la parole au dernier empereur aztèque Cuauhtémoc pendu en 1524 par le conquérant Cortès, et en évoquant les transferts de richesses des « Indes occidentales » vers l'Espagne à partir du 16^e siècle. Il retourne pour cela les mécanismes modernes du « Fonds monétaire international » avec ses « lettres d'intention » et ses exigences de « privatisation ou reconversion » des économies nationales. Un clin d'œil qui n'est pas sans intérêt.

Guaicaipuro Cuauhtémoc exige de l'Europe le paiement de sa dette

Me voici, moi Guaicaipuro Cuauhtémoc. Je viens rencontrer ceux qui commémorent la Rencontre. Me voici, moi le descendant de ceux qui ont peuplé l'Amérique il y a de cela quatre mille ans. Je viens rencontrer ceux qui l'ont rencontrée il y a de cela cinq cents ans. Nous voici à la rencontre les uns des autres. Parfaitement conscients de ce que nous sommes. C'est pour tous une très bonne chose. Nous ne pouvons rêver mieux.

Mon frère l'Européen douanier me réclame un papier avec un visa d'entrée qui doit me permettre de découvrir ceux qui m'ont découvert.

Mon frère l'Européen usurier me réclame le règlement d'une dette contractée par Judas auprès de ceux qui n'ont jamais reçu de moi l'autorisation de me brader. Mon frère l'Européen tatillon m'explique qu'une dette se paie avec, en plus, des intérêts même si ce doit être au prix de la liquidation d'êtres humains et de pays entiers sans aucun consentement de leur part.

Avec ces frères, c'est une vraie découverte que je suis en train de faire.

Tiens donc ! Moi aussi je peux réclamer un règlement. Moi aussi je peux réclamer des intérêts. On trouve, dans les archives des Indes, des montagnes de papiers, de reçus et de signatures pour attester que, de l'an 1503 à l'an 1600, Sanlucar de Barrameda (1) a vu arriver 185 tonnes d'or et 16 000 tonnes d'argent en provenance d'Amérique.

Du pillage ? Je ne le pense pas, car ce serait dire des frères chrétiens qu'ils ont manqué à leur septième commandement.

Une spoliation ? Tonantzin me garde d'imaginer que les Européens aient pu, à l'égal de Caïn, tuer leurs frères puis renier le sang versé !

Un génocide ? Ce serait accrédi ter des calomniateurs à la Bartolomé de Las Casas qui qualifient la rencontre de « destruction des Indes », ou de destructeurs — tel M. Arturo Uslar Pietri — qui prétendent que le capitalisme et la civilisation européenne actuelle ont démarré grâce à ces métaux précieux.

Foin de toutes ces suppositions ! Ces 185 tonnes d'or et ces 16 000 tonnes d'argent doivent être considérées comme le premier de plusieurs prêts à l'amiable consentis par l'Amérique en faveur du développement de l'Europe. Si ce n'était pas le cas, il faudrait en conclure qu'il y eut crimes de

(1) Port espagnol à l'embouchure du Guadalquivir (NdT).

guerre, ce qui donnerait lieu non seulement à restitution immédiate mais aussi à indemnisation pour les dommages et préjudices causés.

Pour moi, Guaicaipuro Cuauhtémoc, je préfère retenir l'hypothèse la moins désagréable. Des exportations aussi fabuleuses de capitaux n'ont constitué que le début du « Plan Marshallitzuma », un programme de reconstruction de l'Europe qui sortait de la barbarie et s'était ruinée dans ses guerres désastreuses contre les cultes musulmans adeptes de l'algèbre, de la polygamie, de la toilette quotidienne et autres acquis supérieurs de la civilisation.

Aussi, à l'approche du V^e Centenaire du prêt, sommes-nous autorisés à nous poser la question : Nos frères les Européens ont-ils fait un usage rationnel, comptable ou, au minimum, productif de ressources généreusement avancées par notre « Fonds indo-américain international » ?

Nous sommes au regret de constater que non. En matière stratégique, ils les ont dilapidées dans des batailles à la Lépante, dans des armadas invincibles, dans des III^e Reich et autres modalités d'extermination mutuelle, avec pour résultat final chez nous l'occupation par les Gringos, comme au Panama (avant le canal). En matière financière, ils ont été incapables, malgré un moratoire de cinq cents ans, aussi bien d'éponger la dette en capital — ou même seulement en intérêts — que d'acquérir leur indépendance en liquidités, en matières premières et en énergie bon marché que le tiers monde exporte en leur direction.

Ce bilan déplorable corrobore l'opinion de Milton Friedman selon laquelle une économie vivant à coup d'aides ne peut aucunement marcher. Il nous met dans l'obligation de réclamer aux Européens nos frères, pour leur bien, le règlement du capital et des intérêts dont nous avons si généreusement reporté le délai tous ces siècles-ci. Ceci dit, nous faisons remarquer que nous ne nous abaissons pas à exiger des Européens nos frères des taux flottants d'intérêts de l'ordre de 20 %, voire de 30 %, une ignoble et sanguinaire coutume des Européens, au détriment des peuples du tiers - monde. Nous nous contenterons d'exiger la restitution des métaux précieux en ques-

tion, augmentée d'un intérêt modique et fixe de 10 % l'an et courant sur les trois cents dernières années.

Sur cette base et en application de l'arithmétique européenne des intérêts composés, nous informons les Découvreurs qu'ils ne nous doivent, au titre du premier règlement, qu'une masse de 185 000 kilos d'or et une autre de 16 000 000 kilos d'argent à la puissance 300. C'est-à-dire un total à plus de trois cents chiffres dépassant largement la masse de la terre. Cela fait un poids très lourd en équivalence d'or et d'argent. Combien tout cela pèserait-il en équivalence de sang ?

Prétendre que l'Europe n'aurait pas pu, en un demi millénaire, générer suffisamment de richesses pour s'acquitter du modique intérêt de 10 %, ce serait reconnaître de sa part un échec financier absolu et, donc, l'irrationalité ahurissante des présupposés du capitalisme. A la vérité, ces questions métaphysiques ne nous préoccupent guère, nous Indo-Américains. Par contre, nous exigeons la signature immédiate d'une « lettre d'intention » propre à discipliner les peuples débiteurs du vieux continent et à les contraindre au respect de leurs engagements. A cet effet, ils devront procéder à une urgente « privatisation ou reconversion » de l'Europe, de façon à la livrer à notre merci au titre de premier règlement de leur dette historique.

Les pessimistes du Vieux-Monde disent que leur civilisation est en banqueroute, ce qui le dispense de respecter ses engagements financiers ou moraux. Si c'était le cas, nous nous contenterions d'exiger comme règlement qu'ils nous donnent la balle qui leur a permis de tuer le poète.

Mais cela même leur est impossible, car cette balle, c'est le cœur de l'Europe.

D.I.A.L. 16 avril 1992.

Les Semences du Verbe

Nous présentons deux extraits de la contribution de la Conférence Episcopale de Bolivie pour la quatrième Conférence de l'Episcopat latino-américain, qui se tiendra à Santo Domingo, en octobre 1992 (Trad. Claude Fiori).

Nouvelle évangélisation, promotion humaine, culture chrétienne.

Première Partie, « Regard historique sur 500 ans d'évangélisation ». (Pages 3-10)

Introduction : les 500 ans. (paragraphe 3 et 4).

3. — Nous voyons dans l'histoire des 500 ans, des signes de mort et des signes de vie : lumières et ombres. 1992 sera pour l'Eglise latino-américaine et bolivienne un moment d'évaluation, de réflexion et de conversion où nous reconnaitrons les efforts réalisés mais aussi les erreurs commises. Comme Eglise, nous nous efforcerons de réparer, du mieux possible, les effets négatifs des erreurs du passé, et nous nous engagerons à approfondir et à dynamiser la foi du peuple, fruit d'une évangélisation déjà commencée.

4. — L'histoire du salut de nos peuples n'a pas commencé en 1492. Dieu a toujours été présent à son histoire et à sa vie. Avant l'arrivée des premiers missionnaires, nos peuples voyaient déjà dans la nature la manifestation de Dieu ; ils le remerciaient pour ses dons et, confiants dans la bonté du Créateur, accompagnaient rituellement les processus de renouvellement et de régénération de la nature.

Une limitation très sérieuse pour l'évangélisation a été que les religions indigènes ont été considérées comme une inspiration du diable. La théologie de ce temps n'a pu percevoir dans ces religions précoloniales la manifestation de Dieu et la réponse

sincère de la part des hommes. La persévérance de la population indigène dans ses rites ancestraux fut à l'origine de répressions qui firent que ceux-ci se pratiquèrent en marge de la vie publique et dans la clandestinité.

Première évangélisation (paragraphe 5 à 24)

5. — L'étude de la vision cosmique qu'avaient les cultures indigènes montre la présence d'un Dieu transcendant, favorable à la vie de l'homme, qui enseigne comment vivre : un Etre simple, dont l'ordre transcende la possibilité de connaissance qu'a l'homme.

Ce Dieu transcendant intervient dans la création par l'intermédiaire de personnages légendaires et mythologiques. Dans certains cas, ce sont des manifestations de la divinité qui se dédouble, dans d'autres, des héros disjoints de la divinité.

6. — Les peuples andins ont vécu, bien avant la conquête, de grandes valeurs humaines qu'aujourd'hui nous reconnaissons comme chrétiennes. Tant la vie des personnes que les structures de la société étaient dirigées par de hautes valeurs morales. Mais il y eut aussi en elles : oppression, exploitation, discrimination et péché.

7. — L'Eglise n'a pu faire pénétrer en profondeur les exigences du règne de Dieu. Un des grands obstacles pour une véritable évangélisation a été les liens étroits entre l'Eglise et les centres du pouvoir. La christianisation de l'ouest de la Bolivie fut accompagnée d'une rafle systématique de l'or, de l'argent et des autres richesses naturelles, grâce à l'exploitation des indigènes et au trafic des esclaves africains. Cela rendit difficile la présentation d'un Dieu amour, du Dieu de la vie qui appelle à un Royaume de Paix et de Justice. Mais, dès le commencement de la Mission, des membres de l'Eglise dénoncèrent prophétiquement cette anomalie.

8. — Pour les différentes cultures indigènes, la religion n'était pas un système autonome face à la réalité mais le fondement de l'ordre cosmique, si bien que le rite occupait une place décisive et que la fête célébrait le triomphe de la vie et de Dieu face au désordre qui conduit à la mort. Rites et fêtes, dans le calendrier rituel des cultures indigènes, suscitaient le renouvellement cyclique.

9. — Faute de cette compréhension des cultures, la théologie de l'augustinisme politique, la mentalité de croisés qu'avaient les Espagnols, firent que les habitants de ces terres furent considérés comme des « idolâtres ». C'est ainsi qu'en arrivant dans le nouveau monde et en découvrant les expressions religieuses de ces peuples — sacrifices humains, pluralité des esprits — et sans chercher à comprendre les cultures, les nouveaux arrivants conclurent que ces terres étaient dominées par le démon. Dans notre pays, on utilisa la même méthode que celle qui était appliquée en Espagne : annonce rapide, baptême, et catéchèse postérieure. Les motifs de la conversion paraissant ambigus et superficiels, et devant la persistance des croyances ancestrales, on commença à extirper l'idolâtrie.

10. — L'éradication de l'idolâtrie constitua ainsi un des mobiles centraux de l'évangélisation. Les méthodes utilisées pour l'extirper furent diverses, depuis la répression de toute intention de conserver la religion ancestrale jusqu'aux efforts intuitifs pour donner signification chrétienne aux croyances indigènes. En certaines occasions, les évangélisés se rebellèrent, en d'autres, ils tombèrent dans le syncrétisme.

11. — Les similitudes entre quelques éléments de contenu des religions indigènes et l'Histoire du Salut furent interprétées comme « pièges du démon » au lieu de : « Semences de la Révélation » ou « Semences du Verbe », comme on peut l'interpréter aujourd'hui. En ces premiers temps, on conclut donc rapidement que les indigènes étaient idolâtres, et c'est une vision qu'on a encore dans de nombreux secteurs de l'Eglise et de la société. C'est une vision ethnocentrique, selon laquelle tout ce qui n'est pas « nôtre » est mauvais.

12. — Les premiers missionnaires firent des efforts extraordinaires pour « faire entrer » les indigènes dans l'Eglise. Selon la théologie de ce temps, c'était l'unique chemin pour les sauver de la condamnation éternelle. Cette conviction les amena à une christianisation rapide, massive et superficielle, parfois imposée et basée sur la peur. A travers le catéchisme, ils présentèrent un christianisme très intellectualisé et moralisant. Etre chrétien se limitait seulement à la connaissance et à l'acceptation d'une doctrine et à l'accomplissement d'une série d'obligations.

13. — Compte tenu des limites et des conditions de l'époque, les missionnaires firent de grands efforts pour transmettre la foi à la population indigène : créativité,

(emploi de la musique, images), étude et usage des langues indigènes, (dictionnaires, grammaires, catéchismes en langues indigènes). Mais à partir du moment où l'on ne prit pas en compte les Semences du Verbe présentes dans les cultures, on peut affirmer qu'il n'y eut pas une véritable évangélisation des cultures et que la Parole de Dieu ne pénétra pas leurs racines. Ainsi, reconnaître la dette pendante que nous avons à l'égard des différentes cultures qui ont façonné notre pays est le premier pas à faire, face au projet de Nouvelle Evangélisation.

14. — Dans le processus d'évangélisation on peut déceler bien des méthodes différentes qui se sont comme progressivement ajustées à la mission, même si toutes relèvent du même esprit de christianisation, à savoir l'union entre civilisation et évangélisation. On est passé ainsi d'une méthode radicale de « table rase » à celle du dialogue interculturel qui a conduit bien des fois au syncrétisme, et, finalement, à celle qui s'est tournée exclusivement vers la charité en laissant de côté la réflexion intellectuelle. Les méthodes ainsi appliquées se sont accompagnées d'une plus ou moins grande organisation. Les méthodes employées, comme le système d'organisation, dépendaient des congrégations religieuses chargées de l'évangélisation, (augustiniens, dominicains, mercéaires, franciscains et, dans un deuxième temps, jésuites).

15. — Deux réalités territoriales ont caractérisé l'évangélisation : les « Doctrines » et les « Missions ». Les deux s'appuient sur les « réductions » (ou regroupements) dont la législation dépend du Vice-Roi, et qui consistent à regrouper sur un territoire donné un nombre déterminé de personnes dispersées. L'idée qui anime ces institutions est celle de « regrouper » pour civiliser et évangéliser. Le modèle de civilisation et d'évangélisation s'inspire de celui des abbayes bénédictines médiévales européennes, dont la devise « prière et travail » fut employée, aux siècles antérieurs, pour le développement des cultures et l'évangélisation des peuples « barbares » (européens).

16. — Dans ce contexte, un effort fut fait pour connaître les différentes cultures, employer les langues indigènes, présenter pédagogiquement la catéchèse, travailler pour que l'évangélisation soit intégrale : qu'elle embrasse tous les moments de la vie individuelle, familiale, communautaire, et surtout pour soustraire les gens à évangéliser à l'exploitation coloniale. Mais l'évangélisation dans les « réductions » est restée fondamentalement limitée par des facteurs qui lui sont intrinsèques.

Le premier tient à ce que, à la suite de la naissance de nouvelles villes et de la rapide organisation ecclésiastique, on implante, on transfère le système espagnol et le modèle de son organisation ecclésiastique.

Le second tient au fait qu'en regroupant les indigènes, on les éloignait de leur terre, de leur propre lieu vital, de leur lien avec la « pakarina » c'est-à-dire avec les ancêtres. La « pakarina » est l'expression d'un sentiment religieux, c'est le lieu d'origine de chaque « Ayllu ». C'est pour cela que les sortir de leur « environnement », c'était indistinctement leur enlever leur religion et que les regrouper sur une autre terre signifiait rupture tant sur le plan civil que religieux.

17. — Les « Doctrines » sont des structures religieuses implantées au milieu de plusieurs « Réductions ». C'est par leur intermédiaire que la « Couronne » accomplit son devoir d'évangéliser et d'assurer la vie religieuse des indigènes.

18. — Les Doctrines devinrent également un problème fondamental pour l'évangélisation car elles se transformèrent rapidement, pour les missionnaires, en une charge économique, administrative, et civile qui fut source de multiples difficultés. Certaines d'entre elles, en effet, avaient de multiples revenus, congrégations et diocèses se disputaient pour les avoir en charge. Dans la majorité des cas, elles devinrent postérieurement des paroisses des Indes, bien que certaines aussi aient pu disparaître.

19. — La « Mission » était la structure évangélisatrice d'un territoire non contrôlé directement par la Couronne. Elle se trouvait entre les mains d'une congrégation qui explorait ledit territoire, regroupait les aborigènes de différentes ethnies, et organisait la vie civile et religieuse. Ici, les missionnaires sont à la fois autorité civile et religieuse.

20. — Bien que, moyennant le système des « répartitions », les différentes ethnies aient été respectées, on mettait en place un gouvernement central « unificateur », on imposait l'une des langues et l'on créait des manières de vivre qui visaient à sortir les aborigènes de leurs coutumes « infra-humaines » pour les convertir « en bons sujets » du roi et « en bons chrétiens ».

21. — La pluralité des fonctions et des services, les potentialités offertes par les différentes surfaces, la productivité obtenue, la propriété communautaire des biens créèrent en ces « Missions » un très bon niveau de vie pour les indigènes.

22. — Mais, tant dans les « Doctrines » que dans les « Missions » on perçoit une force de dépendance et un conditionnement qui accompagnent l'effort évangélisateur et le limitent.

23. — En dépit de ces limitations et de ces contre-témoignages au cours de l'histoire de l'évangélisation, Christ fut rendu présent au cœur même de la vitalité religieuse de notre peuple, et surtout comme Christ Crucifié. La vie ecclésiale n'a pas été seulement organisée autour du Christ mais aussi autour de Marie et des Saints. Le « Saint Patron » des Eglises et chapelles est souvent considéré comme le fondateur d'un peuple ou le protecteur d'une famille. Sa fête est l'événement social et religieux, le plus important de l'année pour « Ses Enfants ». Le calendrier du sanctoral est employé pour marquer les rythmes de la vie agricole et les caractéristiques patronales des différents saints sont adaptées pour exprimer la présence des esprits indigènes dans la vie de l'homme. Sans aucun doute, en ces premières époques, on sent les bases de l'évangélisation qui, avec le temps, ira se fortifiant, faisant de la Bolivie un pays fortement religieux, avec différents niveaux de compréhension de la foi chrétienne.

II^e partie : réalité bolivienne et latino-américaine. Dynamique culturelle latino-américaine. Insertion et inculturation (Paragraphe 174 à 186)

(Pages 64 - 169)

174. — L'inculturation nous apparaît comme la préoccupation centrale de l'évangélisation, car le peuple indien ne fut pas évangélisé de l'intérieur, l'Evangile ne fut pas inculturé. Et l'Evangile n'atteint pas le cœur des peuples indigènes parce qu'on a pris les forces humaines vitales, exprimées dans ces cultures, comme objet et non comme sujet de l'évangélisation. Ainsi, avant toute réalisation, s'impose la nécessité d'inverser la perspective dans laquelle, jusqu'à présent, nous avons placé le processus d'évangélisation.

175. — Ce qui fonde au plus profond l'inculturation, ce n'est pas une manière d'évangéliser les cultures en les considérant comme un objet, mais c'est évangéliser en partant des cultures et à l'intérieur. En ce qui nous concerne cela veut dire : à partir

des cultures opprimées des peuples originaires du pays, et des Afro-Américains. C'est-à-dire que l'inculturation consiste à considérer chaque culture comme un interlocuteur actif à l'intérieur du Mystère de l'Incarnation, dans la rencontre permanente et dynamique de la foi, des cultures et des religions. C'est reconnaître les sujets de la culture non comme objets à être évangélisés, mais comme les sujets fondamentaux de l'évangélisation même. Comme l'a dit le Pape à Lima : « de la même manière qu'il est nécessaire à la culture d'avoir une vision intégrale et supérieure de l'être humain, il est nécessaire que la foi se fasse culture, il est nécessaire qu'elle s'inculture ». Et, dans la charte constituant le Conseil Pontifical pour la culture : « une foi qui ne se fait pas culture est une foi non pleinement accueillie, ni totalement pensée, ni fidèlement vécue ».

176. — Nous considérons que le processus de l'évangélisation — de l'incarnation de l'Évangile dans la culture d'un peuple — se déploie selon deux voies complémentaires : par une annonce qui vient de l'extérieur et par une croissance interne.

177. — La première voie est l'« annonce » par l'action d'agents extérieurs à la culture. Cette action active (jusqu'à être agressive) des évangélisateurs, s'est exprimée traditionnellement surtout dans la catéchèse, les sacrements et les œuvres sociales.

178. — Finalement, la conviction a mûri que cette action évangélisatrice ne prospérerait pas, tant que les évangélisateurs ne s'inséreraient pas dans le monde culturel et social des peuples, spécialement dans le monde des pauvres et des marginaux.

179. — Cette première forme d'évangélisation — « active » selon le point de vue des évangélisateurs qui venaient de l'extérieur — s'appelle aujourd'hui en Amérique Latine : **insertion**. Cela implique de connaître de près la culture et les problèmes du peuple ; de découvrir la présence de Dieu qui se manifeste dans les « Semences du Verbe » incarnées dans chaque culture ; d'apprécier et de protéger sa richesse humaine ; de se solidariser avec la lutte de libération ; de collaborer de manière critique à la construction d'une société nouvelle. Tout ce labeur actif se fait pour que le message évangélique puisse être plus proche de la culture. C'est un effort audacieux pour annoncer l'Évangile sans qu'il soit conditionné par le mode culturel occidental.

180. — Il ne fait pas de doute que, jusqu'à maintenant, on a davantage identifié le processus intégral de l'évangélisation avec cette seule première voie : annonce « ex-

terne », moyennant l'insertion dans une autre culture. Par contre, on n'a pas encore suffisamment fait attention au fait que ce sont ces mêmes cultures qui, en dernière instance, peuvent et doivent faire croître à l'intérieur d'elles-mêmes ces « Semences du Verbe » (Puebla N° 401) dont elles sont déjà porteuses. Au contraire, beaucoup plus fréquemment, — et au nom même de l'Evangile — nous les avons empêché de fructifier. Cette croissance de l'Evangile, de l'intérieur même de chaque culture, est la seconde voie. Cela s'appelle l'**inculturation** dans son sens le plus profond : Evangile croissant de l'intérieur de chaque culture.

181. — Dans cette voie, les principaux acteurs qui mettent en œuvre l'évangélisation ne sont plus les agents externes à la culture, mais ceux qui, à l'intérieur de leur propre culture, — consciemment ou inconsciemment — ont été interpellés par la Parole. Ces agents internes sont ceux qui donneront son expression et sa forme propre — sa « chair » — au christianisme, dans sa richesse, ses exigences et sa conversion au Christ.

182. — Ils feront leur propre Eglise locale dans la mesure où ils seront les sujets de cette Eglise même. Ils feront en sorte que croissent des formes d'engagement religieux et social, de coresponsabilité et d'animation ecclésiales qui correspondent aux charismes et aux exigences culturelles locales. Et cela se fera dans la mesure où les structures ecclésiales et les Eglises locales correspondront aux nécessités culturelles. De cette manière, les cultures elles-mêmes atteindront leur accomplissement dans le projet d'évangélisation : l'incarnation de l'Evangile. Plus l'Evangile est inculturé, plus se développera l'Eglise locale et vice versa.

183. — La plénitude de l'évangélisation passera normalement par la convergence féconde des deux voies — insertion depuis le dehors et inculturation de l'intérieur — qui permettent aux uns et aux autres de s'enrichir en un dialogue où se partage l'expérience de l'autre dans la recherche commune du Dieu vivant. Ceux qui ont vécu et cherché sincèrement depuis leur propre culture entreront dans un nouveau questionnement et découvriront de nouvelles lumières par le témoignage de ceux qui, arrivant du dehors, les ont accompagnés. Et, à leur tour, ces agents externes qui, poussés par leur foi, sont venus évangéliser, ressortiront eux-mêmes évangélisés dans cette rencontre quotidienne avec le peuple dans lequel ils ont tenté de s'insérer, et qui est en train de faire fructifier la Bonne Nouvelle au plus profond de son être.

184. — Mais, à l'intérieur de cette dialectique, le grand défi, en ce moment de l'histoire de l'évangélisation de notre continent, est d'ouvrir l'espace nécessaire pour que puisse mieux se déployer la deuxième voie du processus de l'évangélisation : celle de l'inculturation ou de la croissance de chaque peuple dans la Bonne Nouvelle de l'Evangile, à partir de l'intérieur même de sa culture. L'inculturation est un processus lent, qui va au rythme du peuple lui-même et ne s'achève jamais.

185. — C'est pourquoi il est important :

— que l'Eglise se rende proeche des sujets dans leurs cultures comme des acteurs et protagonistes dans leur histoire, dans leur histoire religieuse et dans leur évangélisation ;

— qu'après une longue période quasi exclusivement centrée sur l'« annonce » externe, elle mette sa confiance dans les sujets de ces mêmes cultures comme acteurs principaux de l'évangélisation ;

— qu'en respectant et en soutenant cette voie de l'inculturation de l'intérieur des cultures, les missionnaires étrangers continuent à engager un dialogue loyal, critique et créatif avec les agents culturels qui seront les évangélisateurs de leur peuple ;

— que l'Eglise reconnaisse que ce sont les peuples indigènes qui sont les protagonistes de la transformation de leur vie réelle ; qu'elle appuie les implantations des mouvements indigènes, leur lutte pour la terre, leur dignité, leurs droits, en particulier leur droit à une culture propre.

— que l'Eglise soit attentive à ceux qui pourraient être les principaux sujets d'une Eglise Indigène Locale, aux Communautés Ecclésiales de Base, aux leaders de l'action sociale, aux femmes, à la jeunesse, aux foyers, et à la diversité des vocations ecclésiales.

186. — De cette manière, on passera d'une pastorale « indigéniste » — c'est-à-dire : pour les indigènes — à une pastorale indigène développée et menée à son terme par les propres indigènes.

Le peuple portugais pendant et après les découvertes

Manuel PIMENTEL

Prêtre portugais originaire des Iles des Açores.
Aumônier Général du Mouvement Mondial des Travailleurs Chrétiens,
dont le siège se trouve à Bruxelles.

Il m'a été demandé d'intervenir dans le colloque * « 1492-1992 : Conquête et Evangile en Amérique Latine - questions pour l'Europe aujourd'hui », au sujet des répercussions produites dans mon pays, le Portugal, par l'extraordinaire entreprise ou aventure maritime des XV^e et XVI^e siècles, comme elle a d'ailleurs marqué de manière décisive l'histoire moderne de l'humanité, la modernité et l'Eglise. En outre, il m'a été demandé de dire comment tous ces événements, aujourd'hui, cinq siècles après leur déclenchement, sont appréciés, évalués et vécus au Portugal.

Je ne suis pas historien... Il m'est donc impossible de répondre de manière scientifique, lors d'une Table ronde, à toutes ces questions. La grande difficulté éprouvée par tous pour donner un titre à ce cinq centième anniversaire donne déjà toute la mesure de l'extrême complexité du sujet. La liste des titres est en effet longue et contradictoire, mais certainement significative de l'ambiguïté, du clair-obscur, des lumières et des ombres de toute entreprise humaine, grande ou petite.

Découverte ou conquête, rencontre ou destruction de cultures, évangélisation ou impérialisme sotériologique, invasion ou arrivée, dilatation de la foi ou dilatation de l'Empire : pillage ou développement, domination ou civilisation ; il y eut un peu ou beaucoup de tout cela dans ce tournant de l'histoire du monde, selon qu'il s'agissait des protagonistes ou des victimes.

* Cf. page 68.

Une histoire qui, tout en permettant la communication entre les quatre parties du monde, a lancé les fondements du libre marché international de l'exploitation des pays du Sud par les pays du Nord et dont nous sommes loin d'être sortis. Une histoire qui, sous d'autres formes, se continue aujourd'hui » comme l'ont exprimé récemment (21.10.91) le représentant des mouvements populaires de vingt Etats du Brésil :

« Ce sont 500 ans d'exploitation et de domination. Ils ont emporté notre or, notre argent, notre bois et nos minerais. Ils ont massacré nos Indiens et pris leurs terres. Ils ont réduit en esclavage les Nègre qui ont construit la richesse nationale. Maintenant, ils tirent notre sueur et notre sang avec les exportations, pour payer la dette extérieure.

La situation de notre pays est dramatique. Le plan du gouvernement a augmenté le désespoir, la faim et la misère. La récession, le blocage des salaires et le chômage sont les plus forts de l'histoire du pays. L'absence de réforme agraire et d'une politique agricole aggrave l'exode rural et la surpopulation des villes.

Le projet d'amendement de la Constitution porte un coup à la démocratie... La situation de l'habitat, de la santé, du milieu ambiant est épouvantable. Des femmes sont stérilisées en masse. Des enfants et adolescents sont exterminés. Des travailleurs ruraux sont assassinés. Les Droits de l'Homme ne sont pas respectés.

C'est pourquoi nous appelons la population brésilienne à lutter. Nous convoquons le mouvement syndical, tous les mouvements et organisations qui luttent avec le peuple pour une société juste, démocratique et participative, afin d'exiger l'abolition de la dette extérieure, la réforme urbaine et agraire, et la conquête de la citoyenneté ».

Pour un pardon efficace

Quand nous écoutons les victimes de l'Histoire, nous nous rendons compte à quel point cet anniversaire concerne non seulement les héritiers des grandes puissances ibériques de ce temps-là, mais encore toutes les puissances d'aujourd'hui avec leurs découvertes, leurs invasions, leurs conquêtes, leurs traités, leurs mécanismes d'oppression, qu'ils soient économiques, politiques ou idéologiques. Il n'y a rien de

plus nuisible à la compréhension de l'Histoire que de vouloir figer des peuples dans le temps pour mieux les diaboliser dans une culpabilité collective et les utiliser comme bouc-émissaire ou alibi de nos fantasmes ou de nos cauchemars.

Les peuples portugais et espagnol n'ont pas conscience d'être des peuples assassins et ils ne le sont effectivement pas, tout comme le peuple juif n'est pas un peuple déicide. La question fondamentale qui nous est posée aujourd'hui est celle-là même qui se pose à n'importe quel pays quand il s'agit d'assumer un passé complexe, contradictoire et clair-obscur : comment l'assumer ? Comment le comprendre ? Comment peut-il illuminer l'avenir ?

Dans cette recherche de lucidité sur des événements qui ont brisé et écrasé des peuples, l'élémentaire démarche de pardon devient critère d'ouverture à un avenir fraternel, comme l'a fait Mgr Iniesta, évêque auxiliaire de Madrid :

« Comme héritier de ces Espagnols, de tant de découvreurs et colonisateurs, tout comme des évangélisateurs, des fondateurs et des pasteurs, j'ai honte et JE DEMANDE PARDON aux Américains pour notre arrogance et notre domination ; pour la violence et l'oppression de tant de peuples ; pour l'exploitation injuste de leurs personnes et de leurs richesses ; pour l'autoritarisme ou le paternalisme avec lequel ils ont été traités comme des mineurs, en ignorant leurs valeurs humaines et leurs cultures ».

Si elle veut être à la hauteur de l'Histoire, cette démarche de pardon — bien qu'indispensable et élémentaire — ne peut cependant pas se limiter à des gestes individuels ou isolés même s'ils sont hautement symboliques et prophétiques. Cinq siècles après ce qui s'est passé, la conscience moderne des droits de l'homme dans un contexte mondiale de guerre économique et dans l'atmosphère magique de la religion du libre marché à outrance qui se nourrit du sang de victimes humaines, pose l'incontournable question de savoir comment transformer le pardon personnel en pardon institutionnel ou structurel. Autrement dit, comment transformer la dénonciation du passé en solidarité internationale concrète dans notre présent, afin qu'elle ne soit pas démagogique ou purement académique ?

Ou encore, d'une manière peut-être plus radicale et plus claire : le discours et l'action de solidarité ou de coopération avec le Tiers-Monde est-il destiné à vrai-

ment éliminer l'exclusion et la conquête du Tiers-Monde ou au contraire à les éterniser pour que le premier monde puisse survivre tel qu'il est ? La question est d'autant plus pertinente qu'il n'y a plus de deuxième monde et pas encore d'alternatives suffisamment mobilisatrices pour pouvoir faire face à l'arrogance, à la domination et à l'autoritarisme des découvreurs et des conquérants de marchés d'aujourd'hui, qui oppriment tant de peuples en les traitant comme des mineurs et en ignorant leurs valeurs humaines et leurs cultures.

L'histoire des décolonisations, si imparfaites qu'elles soient ou aient été, nous ont au moins appris ou fait entrevoir ceci : le chemin de la justice et de la libération est l'homme, le peuple opprimé et colonisé. Il n'y a pas de démarche de pardon sans démarche de retournement vers l'offensé. Il n'y a pas de changement structurel sans écoute du cri et des propositions de société des opprimés qui, comme disent des historiens latino-américains, « ont su découvrir la présence de l'Evangile en dépit de la violence des Etats et des églises et ont reconnu Dieu comme Celui qui écoute les opprimés ». Cet anniversaire ne concerne donc pas seulement les nations protagonistes des découvertes et de la conquête des XV^e et XVI^e siècles. Il concerne tout particulièrement l'ensemble de l'Europe Occidentale, comme l'explique Jacques Attali dans son livre « 1492 ». Après un sommeil de presque un millénaire, « à un moment de hasard et de nécessité, l'Europe écarte ceux qui l'entourent et se lance à la conquête de l'univers, massacrant les peuples de rencontre, s'appropriant leurs richesses, leur volant leurs noms, leur passé, leur histoire... presque tout ce qui est d'importance aujourd'hui — dans le Bien comme dans le Mal — s'est décidé alors. Les cinq figures emblématiques — le Marchand, l'Artiste, le Découvreur, le Mathématicien, le Diplomate — et les cinq valeurs majeures d'aujourd'hui — la Démocratie, le Marché, la Tolérance, le Progrès, l'Art — n'auraient pas leur vraie place dans le monde. Pour que demain, de nouvelles barbaries ne viennent pas alimenter à nouveau, sur une toute autre échelle, les torrents de boue de l'amnésie humaine » ⁽¹⁾.

Les commémorations

Au Portugal, cet anniversaire, — dont les commémorations se prolongeront jusqu'à la fin du siècle — a pris côté Etat le titre de « Commémorations des décou-

(1) J. ATTALI, 1492, Paris, Fayard, pp. 9-12.

vertes portugaises », en privilégiant l'aspect du rôle du « Portugal dans l'ouverture du monde » ou « dans le désenclavement planétaire ». Dans son message, la Commission de ces commémorations affirme que « le patrimoine essentiel des découvertes se traduit par l'effacement des barrières qui compartimentaient les peuples, par l'inscription de l'homme dans l'espace planétaire tout entier, par les révélations qui ont eu le mérite de lier ce qui ne l'était pas, d'apprendre ce qu'on ne savait pas et de mettre en lumière ce qui était caché... On ne peut pas dire que les potentialités de convivialité fraternelle créées par les grands voyages des Portugais furent utilisées dans toutes leur extension. Elles se sont souvent soldées par des comportements d'intolérance ou de conflit. Il en fut ainsi et nous ne pouvons altérer ce qui s'est passé. Mais il est à notre portée de faire que l'avenir soit différent, compte tenu de ce que nous avons hérité de mieux des découvertes : un peuple capable d'ôter les pierres du chemin par où l'humanité devrait se rencontrer. Si les portes sont ouvertes, l'œuvre cependant n'est pas terminée. C'est pourquoi la commémoration des découvertes portugaises, doit être davantage un acte de réflexion que de contemplation de l'histoire » ⁽²⁾.

S'il y a toujours une distance entre toute déclaration d'intentions et les actes, espérons que ce ne soit pas un fossé et que « l'acte de réflexion » annoncé devienne un projet de désenclavement social, à commencer de l'intérieur même de la société portugaise, et un service de rapprochement entre les peuples.

Par ailleurs, dès le 19 mai 1987 l'Eglise du Portugal annonçait les commémorations sous le titre « Cinq siècles d'évangélisation et de rencontres des cultures ». Tout en reconnaissant que dans cette aventure il n'y a pas eu que des lumières, les évêques portugais croient que le bilan apparaît « clairement positif pour la nation portugaise comme pour les peuples avec lesquels elle s'est mise en contact par l'intermédiaire de ses navigateurs et de ses missionnaires ». Trois objectifs prioritaires semblent se dessiner dans la déclaration des évêques : en premier lieu, sauvegarder le patrimoine spirituel du peuple portugais et son identité alors que le Portugal s'intègre dans la Communauté Economique Européenne, ce qui ne saurait se réduire à un simple échange de marché ; ensuite, renforcer les liens avec les Eglises qui ont comme matrice commune la foi chrétienne et la langue portugaise ;

(2) Comissão Nacional dos Descobrimentos, *MENSAGEM*, Lisboa, 1989.

enfin, un nouvel élan de la Mission, dans un dialogue respectueux des autres cultures et religions.

Comme le note lucidement Jacques Attali, « commémorer est devenu un rite inquiétant. Aujourd'hui même, on s'invente d'autant plus de passé que l'avenir échappe à toute imagination » ⁽³⁾.

Cette inquiétude peut nous conduire à poser la question de savoir qui a décidé et pourquoi ce cinq-centième anniversaire a été décidé, tout en reconnaissant que la lutte contre l'amnésie des peuples et de l'humanité est toujours un acte profondément culturel et indispensable pour inventer l'avenir.

Dans mon pays, à tort ou à raison, il n'y a pas de mouvement populaire qui s'organise autour de ces commémorations. Venant d'en-haut, le peuple ne se sent pas concerné. Du moins pour l'instant. S'agit-il d'un désintéressement irresponsable ou d'une mémoire aiguë du fait que le peuple, à maintes reprises de son histoire, a été largement piégé par l'évocation de ces événements sous différentes formes de nationalisme aliénant et pervers comme tout nationalisme ?

Significations, symboles et mythes

L'époque des découvertes a marqué profondément l'histoire du Portugal, les XV^e et XVI^e siècles y étant considérés comme une sorte d'Age d'or auquel il faut revenir de temps à autre pour y puiser une identité originale au sein de la complexité de la vie internationale.

Cette vision, largement répandue et souvent utilisée par toutes les classes politiques et une bonne partie des intellectuels, a toujours entretenu des mythes et des rêves assez complexes qui ont conduit le peuple portugais à vivre, selon l'heureuse expression d'Eduardo Lourenço, dans un « labyrinthe de nostalgie » ⁽⁴⁾.

A la fois impliqué dans cette aventure historique et séparé d'elle, le peuple portugais la vit de façon assez contradictoire dans la dichotomie du « ce qu'on a

(3) J. ATTALI, *op. cit.* p. 11.

(4) E. LOURENCO, *O labirinto da saudade*, Lisboa, 1988.

été » et du « ce qu'on est » comme s'il avait deux personnalités à vivre. Parfois on dirait qu'il ressent cette entreprise et cet héritage comme un poids excessif sur ses épaules. En quelque sorte, malgré lui. Comme Eduardo Lourenço dans son livre de critique lucide sur la recherche d'identité de la nation portugaise « O Labirinto da saudade », ce comportement à caractère schizophrénique ferait bien les délices du Docteur Freud.

En essayant de repérer les répercussions que les découvertes et leurs commémorations ont eu et ont sur le peuple portugais, nous pouvons nous poser des questions à partir du présent.

Tout d'abord, comment se fait-il qu'un peuple, seigneur du premier grand empire colonial européen, soit devenu le pays le plus pauvre d'Europe ? Comment se fait-il qu'un peuple de découvreurs et de conquérants qui, à un certain moment de son histoire attirait et voyait venir à lui ceux qui en Europe étaient les meilleurs dans la recherche scientifique et technologique, dans la finance et dans le commerce, devienne un peuple d'immigrés économiques éparpillés de par le monde et avec un taux d'analphabètes très élevé ?

Ensuite, comment comprendre que, contrairement à ce qui est arrivé à d'autres pays colonialistes, le peuple portugais assiste sans grands traumatismes au démantèlement de son empire colonial en quelques mois, oubliant rapidement son identité officiellement pluri-ethnique, exprimée entre autres par la « pédagogie » manipulation de la carte géographique qui prolongeait le Portugal avec les cartes de l'Angola et du Mozambique ?

Enfin, comment comprendre que l'élan missionnaire, spécialement dans le clergé diocésain, s'estompe pratiquement au fur et à mesure que l'empire s'évanouit ?

Tout en laissant aux historiens le soin d'éclairer ces questions en profondeur et en détail, il me semble toutefois pouvoir en dégager trois clés de lecture ou trois hypothèses de travail, d'après les travaux des historiens eux-mêmes.

La première consiste à dire que les découvertes sont d'abord un phénomène européen. La généralité des historiens s'accorde aujourd'hui pour dire qu'elles sont le résultat d'une convergence et d'une conjugaison de toutes les forces et dynamismes de tout ordre qui bouillonnaient en Europe à cette formidable époque du passage du Moyen-Age à la modernité. Les historiens s'accordent aussi pour dire que

cette aventure n'a pas eu une seule cause déterminante, mais un ensemble de causes économiques, politiques, culturelles, scientifiques et religieuses qui ont fait qu'un nouvel ordre international et une nouvelle géo-politique soient possibles. Le centre de cet ordre se situerait dans une Europe puissante, les couloirs ne seraient plus les routes terrestres mais les voies maritimes et le moteur serait le commerce. Désenclaver la Méditerranée, neutraliser l'asphyxiante pression venue de l'Orient, chercher en Afrique l'or manquant en Europe et contrôlé par les caravanes arabes, atteindre le marché des épices de l'Inde en contournant l'Afrique, tout cela était devenu, à un certain moment, nécessaire et possible pour l'expansionnisme européen. Ce détail, rapporté par le poète épique national, Camoes, est curieux et significatif de cette dimension européenne quand il trace le profil de Vasco de Gama : « Il vint habillé à la mode hispanique, mais les vestes étaient françaises, de soie et carmin de Venise » ⁽⁵⁾ ; lui, Gama, qui partait, selon le poète, « de ce royaume lusitanien, le haut de la tête de toute l'Europe où la terre se meurt et la mer commence » ⁽⁶⁾.

La seule vraie surprise dans cette entreprise fut la rencontre, en quelque sorte non scientifique, du continent américain, due à l'entêtement de Christophe Colomb à atteindre l'Inde par l'Occident. Par sa situation géographique et par d'autres facteurs, le Portugal était le lieu stratégique idéal, le Cap Canaveral secret, la zone franche la plus avantageuse, le Bruxelles le plus discret des marchands, et la sous-traitance la plus intelligente pour y déclencher le processus sous la conduite intelligente et visionnaire d'un « chercheur » comme Henri le Navigateur.

La deuxième hypothèse vient de ce que nous pouvons appeler la conscience ou l'imaginaire portugais de l'empire. Puissance coloniale, certes, avec tous les avatars de tout colonialisme, le Portugal impérial reste encore une énigme, surtout pour ce qui fait vraiment un pays, c'est-à-dire, son peuple. D'après plusieurs témoignages de chroniqueurs de l'époque comme Joao de Barros, on dirait que les portugais s'étonnaient, surtout au début, quand ils devaient utiliser la violence, la puissance militaire du Portugal étant d'ailleurs trop faible et ne faisant pas partie des provisions de voyage essentielles. Cela fait dire à la Commission nationale des Commémorations que « le projet impérial dans la grande entreprise des découvertes fut plus un épiphénomène, un sous-produit, qu'une motivation ou une raison

(5) CAMOES, *Os lusiadas*, C. II, 97.

(6) *Ibidem*, C. III, 20.

d'être » ⁽⁷⁾. Des chercheurs, comme Alvares Monajardino, ont tendance à voir la contribution spécifique du peuple portugais dans l'atmosphère mystique inspirée des idées de Joachim de Fiore et des Franciscains « spirituels » du XIII^e siècle qui, alors, imprégnaient l'imaginaire populaire. Dans ce sens, l'empire, dont on pouvait parler et rêver, était l'Empire de l'Esprit-Saint, le V^e Empire dont parlait le missionnaire jésuite au Brésil, Antonio Vieira, dans son « Histoire du futur » ; un empire où il prévoyait « le rassemblement de tous les royaumes sous un même sceptre et toutes les couronnes dans un seul diadème ; un empire de paix, de fraternité et de joyeux partage, d'un seul Roi, un seul Pape, une seule Loi » ⁽⁸⁾.

Le grand poète portugais de ce siècle Fernando Pessoa, a repris aussi cette interprétation ⁽⁹⁾. Témoin de cette dimension mystique de l'Empire de l'Esprit, utopie de fraternité universelle, ce sont les fêtes populaires au Saint-Esprit qui constituent aujourd'hui encore la fête populaire la plus significative de la religiosité populaire des Îles des Açores et que les émigrés de ces îles ont apporté dans le Rio Grande do Sul du Brésil et dans tous les coins du monde où ils ont dû aller à la recherche de meilleures conditions de vie que celles de la mère-patrie, l'Empire colonial portugais étant incapable de les leur procurer.

Le passage de cette « dynamique spirituelle », si respectable et dynamisante à la notion de « peuple élu » ou « investi d'une mission universelle » n'était pas difficile car « elle ne manquera pas la hardiesse des chrétiens de cette petite maison lusitanienne pour arriver là où il y aura encore du monde à découvrir » ⁽¹⁰⁾, et « il ne manquera pas non plus l'accueil du royaume » ⁽¹¹⁾.

Au XVI^e siècle est venu s'y ajouter le mythe du « sébastianisme », du nom du jeune et ambitieux Roi Sébastien, mort au Maroc au cours de la Bataille de Ksar El-Kébir, en 1578 ; le mythe disait qu'en fait il n'était pas mort et qu'un jour, par un matin de brouillard, il reviendrait pour sauver l'empire et restaurer l'indépendance perdue en 1580.

(7) Comissao dos Descobrimentos, *op. cit.*

(8) A. MONJARDINO, *Uma dinamica espiritual*, in Instituto Historico da ilha Terceira, vol. XLV-1987 : Cf. os *Lusiadas*, C. II 46.

(9) A. SEABRA in *Correio da UNESCO*, juin 1989 et *Le Courrier de l'UNESCO*, avril 1989

(10) CAMOES, *op. cit.* C. VII, 14.

(11) *Ibidem*, C. VIII, 63.

Le mélange sans discernement de tous ces éléments et surtout leur utilisation au cours de l'histoire du peuple portugais par des démagogues de tout bord, ont largement contribué à ce que le pays tombe dans de longues périodes de distraction face à l'histoire. Aujourd'hui encore, on peut observer un curieux comportement de « découverte » de l'Europe, dont les fonds de la CEE seraient les pourvoyeurs de « notre Dom Sébastien de ce jour ».

Tâche difficile que celle de saisir l'imaginaire d'un peuple, mais oh ! combien nécessaire pour ne pas tomber dans des analyses et des interprétations simplistes, créatrices de boucs-émissaires et d'exclusions-homicides.

La troisième hypothèse concerne la mission, l'évangélisation ou la catholicisation du monde. Les missionnaires portugais n'ont véhiculé pendant ces siècles-là que l'idée européenne de mission. Une idée où plusieurs éléments contradictoires s'entrecroisent avec des effets pervers et des effets évangéliques : évangéliser et civiliser, en l'occurrence « portugaiser » comme d'autres, plus tôt ou plus tard ont « iser » quelque chose d'européen ; servir l'homme mais tout en sachant que le seul homme intégral ou digne est le chrétien ; conquérir des âmes même s'il faut bénir l'organisation de la croix des corps de ceux qui sont différents ; annoncer une Bonne Nouvelle même si l'image de Dieu donnée par les croyants est celle d'un Dieu qui se nourrit d'or et de sang ; prendre la défense des Indiens tout en fermant les yeux sur le sort des esclaves venus d'Afrique ; une Eglise hors de laquelle il n'y a pas de salut mais où des gens ont perçu Dieu qui écoute le cri des opprimés ; une tension entre diaboliser l'infidèle et l'évangéliser en le croyant, comme Christophe Colomb, « proche d'Adam avant la chute » ⁽¹²⁾. Une idée européenne de la mission en train de se recycler des croisades, de se purifier de l'Islam et d'Israël et en état de gestation de la Réforme.

Bien que Vasco de Gama n'atteint Calicut que le 18 mai 1498, la politique expansionniste de la Cour portugaise était déterminée par l'objectif d'arriver en Inde en contournant la côte africaine vers l'Orient. Le moment décisif de cette longue recherche fut cependant le voyage de Bartolomeu Dias qui, en 1485, doubla le Cap des Tempêtes, que le Roi Jean II rebaptisera Cap Bonne Espérance. L'Inde, la Chine, Malaca, Macau, le Japon et enfin l'Orient étaient le grand objectif stratégique, l'Afrique et le Brésil étant devenus tactiques et successivement détermi-

(12) Cité par J. ATTALI, *op. cit.* p. 239.

nants au fur et à mesure que le Portugal perdait sa position en Orient. Et, en ce qui concerne la mission d'évangéliser, il est important de constater une grande différence entre le débat missionnaire en Orient et le débat en Afrique et au Brésil. En effet, d'après les rapports des missionnaires et des voyageurs, en Orient, missionnaires et chroniqueurs sont d'abord frappés par la grandeur, l'éclat et, à certains égards, la supériorité des civilisations rencontrées, dans cette Asie, aux dires de Camoes, « la plus souveraine de toutes les nations » ⁽¹³⁾, « grande et opulente » ⁽¹⁴⁾. Ensuite, ils révèlent l'une des attitudes caractéristiques de l'inculturation en identifiant des analogies entre certains rites chrétiens et les rites hindous ou bouddhistes, au point de se poser la question de savoir si ces peuples avaient déjà été évangélisés auparavant. Ils notent la curiosité des Japonais pour ces « gens de l'extrémité du monde » et demandant de « leur apprendre ce qu'ils savent des choses du nouveau monde » ⁽¹⁵⁾. En outre, ils ne cachent pas qu'ils sont considérés par certains de ces peuples, particulièrement au Japon, comme « inférieurs » ou « barbares » (namban) ⁽¹⁶⁾.

Par contre, en Afrique et au Brésil, le débat porte plutôt sur le caractère « sauvage » et « non-homme » des Indiens et des Africains avec toute la polémique qu'on sait autour des mauvais traitements infligés aux Indiens et l'esclavage des Noirs. De l'Afrique, Camoes dira, par exemple, qu'elle est « avare des liens du monde, inculte et brute », « des gens sauvages, noirs et nus » ⁽¹⁷⁾. La supériorité du blanc, du portugais, de l'européen et du chrétien y était indiscutable et l'impérialisme sotériologique évident ⁽¹⁸⁾.

Tout cela me fait dire, encore une fois, combien il est difficile de porter des jugements globaux. Une chose est cependant certaine il y a des ombres et des lu-

(13) CAMOES, *op. cit.* C. VII, 14.

(14) *Ibidem*, *op. cit.*, C. X, 98.

(15) F. MENDE SPINTO, *Peregrinacia*, Europa-America, Lisboa, 1 vol., p. 353.

(16) Comissão Nacional dos Descobrimentos, *Os Portugueses no Japao* no Sec. XVI, Lisboa, 1990 ; A.H. DE OLIVEIRA MARQUES, *Historia de Portugal*, Lisboa 1991, p. 60 ; F. MENDES PINTO, *op. cit.*

(17) CAMOES, *op. cit.* C. X, 92-93.

(18) A.J. SARAIVA, *Antonio Vieira — Missionnaire, écrivain et diplomate et José de Anchieta — Poète, musicien et apôtre du Brésil*, in CEFAL, 1492-1992, Amérique latine) 500 ans d'évangélisation, III.

mières dans ce processus, dont les leçons sont de pleine actualité pour l'évangélisation. Resterait cependant à savoir de façon plus précise pourquoi cette différence dans les attitudes, selon qu'on était en Asie, en Afrique ou au Brésil.

Histoire des maîtres et histoire des opprimés

Au milieu de toute cette complexité, comment le peuple portugais, le petit peuple, vivait-il ou accompagnait-il tous ces événements ?

L'histoire écrite connue est surtout — comme le dit Jacques Attali — celle « que les nouveaux maîtres raconteront pour leur plus grande gloire, masquant leur barbarie, vantant leur passion de la Raison, l'audace de leurs découvertes, leur goût de la vérité, leurs rêves de monuments et de musique » ⁽¹⁹⁾.

Je ne veux pas être trop long, mais il faut cependant noter que la littérature sur les voyages, la poésie (Camoës) et le théâtre portugais de l'époque (Gil Vicente), parlent de la dure vie des matelots, de la montée des prix, du dépeuplement des campagnes, de l'abandon de l'agriculture, des maladies et des morts pendant les voyages, des condamnés obligés de partir, des naufrages, (dix condamnés à mort, par exemple, furent obligés d'embarquer avec Vasco de Gama)⁽²⁰⁾, de la séparation des familles ⁽²¹⁾. Ils dénoncent « la gloire de commander, la vaine convoitise de cette vanité qu'on appelle renommée » ; « les honneurs et l'argent que la bonne chance a créés, mais pas dans la vertu », « dans cette patrie abandonnée aux convoitises et à la grossièreté d'une tiède, sombre et vilaine tristesse », de « grande cupidité et peu de justice » ; « l'empire de l'argent des commerçants et banquiers de l'Europe » ; la violente subversion de la sérénité des autochtones symbolisée par l'image de l'Africain, selon le poète, « qu'on a attrapé quand il recueillait dans la montagne les beaux rayons de miel » ; l'usure, la richesse sans travail, le mépris pour le travail manuel, le parasitisme social, la presse, l'importation à outrance, la mentalité de nouveaux riches, et même ce « misérable destin, cette étrange condition de devoir naviguer et quitter son pays en maudissant le premier qui au monde a mis sur les ondes la voile plantée sur le sec bois. La glorieuse aventure des découvertes fut aussi une « histoire tragico-maritime ».

(19) J. ATTALI, *op. cit.* p. 10.

(20) Encyclopédie Universalis, *Découvertes*.

(21) CAMOES, *op. cit.* C. IV, 88-94 ; GIL VICENTE, *Auto da Índia*.

Antero de Quental, poète et philosophe portugais du XIX^e siècle, disait dans une conférence sur les causes de la décadence des peuples péninsulaires : « Il y a en nous une voix intime qui nous porte à défendre le passé quand quelqu'un l'attaque. La raison peut le condamner, mais le cœur essaie encore de l'absoudre » (22).

Dans l'imaginaire du peuple portugais d'aujourd'hui, qui continue de voyager en tant qu'immigré, il reste certainement qu'en ce temps-là « le Portugal a donné de nouveaux mondes au monde », que les Portugais, selon l'expression du mathématicien du XVI^e siècle Pedro Nunes, « ont découvert de nouvelles îles, de nouvelles terres, de nouveaux océans, de nouveaux peuples et, qui plus est, un nouveau ciel et de nouvelles étoiles », et « qu'ils ont dilaté l'Empire et la Foi ». Un condensé de souvenirs collectifs enveloppés de brumes qui, cinq siècles après les événements fondateurs posent encore beaucoup de questions. Des souvenirs et des questions qui ont certainement contribué à créer, malgré tout, une sensibilité à l'universel. Une mémoire, enfin, qui appartient à l'Europe de la modernité et qui, aujourd'hui, devrait la pousser à prendre ses responsabilités devant le fossé qui ne cesse de s'aggraver entre le Nord et le Sud, dans ce « village global » commencé il y a 500 ans, et pour la création duquel elle a tant contribué et contribue encore. Une mémoire nécessaire, car sans mémoire il ne peut y avoir pardon sincère, ni vraie solidarité mondiale.

Actes du Colloque « 1492-1992, conquête et Evangile en Amérique latine : questions pour l'Europe aujourd'hui » (Lyon, 28-30 janvier 1992).

Ce volume de 300 pages présente les textes in extenso de toutes les grandes conférences, dont celle du Père Pimentel reproduite en page — de ce numéro de la LAC. Pour la somme de 90 F, plus 20 F d'envoi, on peut se procurer cet ouvrage qui aborde par diverses approches une re-lecture de l'événement historique (1492) au profit des questions pour l'Europe aujourd'hui :

**PROFAC, 25 rue du Plat, 69288 LYON CEDEX 02
CCP : LYON 4 178 67 B**

(22) A. DE QUENTAL, *Causa da decadencia dos povos peninsulares*, Lisboa, 1871.1.

Rendre compte de l'Espérance qui est en nous

Lettre d'encouragement à notre peuple

Collectif de chrétiens nicaraguayens

Au cours des dernières années la situation mondiale a profondément changé. Le mur de Berlin est tombé. Le bloc socialiste de l'Europe de l'Est s'est effondré. Le temps de la guerre froide est passé. Le système capitaliste s'affiche comme « triomphateur ».

Au Nicaragua également, après les élections du 25 février 1990, nous avons vécu des changements substantiels. Un nouveau gouvernement a pris le pouvoir sous le signe de l'entreprise privée et du néolibéralisme.

Cette situation est connue de tous, aussi n'allons-nous pas nous attarder davantage à sa description.

1 - Réflexions sur la situation

Dans notre réflexion personnelle ou communautaire il est évident que de graves questions se sont posées à chacun d'entre nous :

— Et-ce la fin de toute possibilité d'une issue socialiste ? Est-ce qu'avec la crise de l'Est européen il n'y a plus de chemin possible vers le socialisme ?

— Par ailleurs, qu'advient-il de la révolution nicaraguayenne ? Devrons-nous apprendre, dans la résignation, à vivre avec l'Empire ? L'heure est-elle passée des révolutions anti-impérialistes ?

— Et aussi : l'Eglise des pauvres dans laquelle nous avons vécu en grande espérance notre foi et notre marche à la suite de Jésus, est-ce une aventure impossible ?

Nous allons essayer de répondre à ces questions.

Au plan mondial, la crise du socialisme

Il est pour nous étrange d'entendre dire que le premier monde interprète la crise de l'Est européen comme étant le « triomphe du capitalisme » car ici, dans le tiers monde, ce dont nous faisons l'expérience séculaire c'est l'échec du « capitalisme réel », l'humiliation et la mort des masses. On nous force à rester attelés à l'échec du capitalisme : la décennie des années quatre-vingts et unanimement qualifiée de « décennie perdue », qui nous a ramenés vingt ans en arrière. Nous ne voyons nulle part le « triomphe du capitalisme » quand, du Rio Grande del Norte à la Patagonie, la situation empire jour après jour et nous fait côtoyer l'explosion sociale. Pour en rester à notre Amérique centrale, nous posons la question : le capitalisme a-t-il triomphé en El Salvador, là où les gouvernements ont reçu le soutien des Etats-Unis ? A-t-il triomphé au Guatemala, là où le peuple est aujourd'hui dans une situation pire que jamais et réduit au silence comme jamais ?

Vu de notre Amérique latine où — conformément aux données de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) de juillet 1990 — plus de 183 millions de Latino-Américains (44 % de la population) vivent en état de pauvreté, dont 88 millions (plus d'un sur cinq Latino-Américains) dans l'indigence ou pauvreté extrême, nous ne pouvons ignorer que le socialisme, en dépit de toutes ses déficiences, a gagné la révolution contre la famine et a répondu aux besoins de base des masses, même si, par ailleurs, il n'a pas su s'ouvrir à la révolution des libertés.

C'est vrai que le capitalisme fait croître l'économie des puissants, mais c'est au prix de pauvres rendus plus pauvres. Les interventions continues du capitalisme international (Fonds monétaire international, Banque mondiale, Banque interaméricaine de développement, etc.) dans nos pays avec leurs fameux « ajustements » ne font qu'imposer à nos peuples latino-américains leur logique néolibérale égoïste : donner à une minorité la possibilité de créer des entreprises compétitives et lucratives, tout en imposant aux masses de renoncer à la satisfaction de leurs besoins de base.

Et on entend justifier tout cela sous l'étiquette de la « démocratie ». Comme si la démocratie se réduisait au marché libre. Comme s'il n'y avait pas de salut en dehors des mesures économiques et politiques néo-libérales. Comme si la « démo-cratie » ne signifiait pas « gouvernement du peuple ». Pour notre part, dans le tiers monde, nous voyons chaque jour plus clairement que, avec ou sans façade démocratique, le capitalisme est ennemi des pauvres et profondément antidémocratique.

Nous avons le droit de rêver d'un monde autre que celui qu'on veut nous imposer. Nous avons le devoir de rêver et de chercher à le faire devenir réalité. Ce n'est pas le socialisme qui est fini, c'est une de ses formes (un modèle imposé de l'extérieur, édifié du haut vers le bas, autoritaire, non respectueux des libertés, etc.). Nous n'avions jamais considéré cette forme de socialisme comme un modèle pour nous. En ce sens, nous sommes heureux que les peuples de l'Est européen aient franchi une étape vers de nouvelles formes de liberté. Nous pensons aussi que l'histoire reste ouverte à des formes nouvelles de socialisme.

Au plan nicaraguayen, la crise de la révolution

Certains interprètent le résultat des élections du 25 février au Nicaragua comme la fin de la révolution, comme la fin du projet des pauvres, comme l'heure de la résignation devant l'Empire et le prétendu triomphe du capitalisme. Que faut-il en penser ?

Le 25 février n'a pas été un 19 juillet à l'envers (1) : cela n'a pas été la défaite de la révolution, mais l'affermissement du choix démocratique fait par le peuple après la victoire sur la dictature. Le 25 avril (2) a marqué la consécration du caractère démocratique de la révolution. C'était la première fois qu'un président nicaraguayen remettait le drapeau présidentiel à un autre selon une procédure constitutionnelle et démocratique.

Pour nous il est clair que la révolution n'a pas échoué : elle a été étouffée. Nous n'avons pas eu une seule année de paix pour la reconstruction. Ce furent dix années de guerre fromentée par le pays le plus puissant de la terre, dix années de blocus commercial, de pressions économiques, de guerre idéologique et religieuse... Il n'a aucunement été démontré — pour tout observateur honnête — que cette révolution était en soi inviable ; simplement « on n'a pas laissé s'accomplir » cette révolution. Le pays le plus fort de la terre et de nombreuses institutions religieuses se sont coalisés avec la bourgeoisie nationale et internationale pour harceler jusqu'à épuisement — par le sang, par la famine et par la satanisation — le projet des pauvres.

Nombre de ceux qui ont voté le 25 février en faveur du choix contre-révolutionnaire avaient été, dans les années antérieures, des révolutionnaires enthousiastes. Peut-être cet enthousiasme ne correspondait-il pas à une conviction profonde. La guerre d'agression, la famine imposée et la satanisation religieuse ont réussi à les faire changer d'avis. Nous comprenons parfaitement la situation désespérée de beaucoup de Nicaraguayens. Nous ne sommes pas tous de la trempe des héros. Nous rappelons cependant qu'en dépit de tout, le choix partisan le plus important et le plus solide a été le choix révolutionnaire.

En toute hypothèse, au vu des résultats électoraux, ce sont les pauvres et tous ceux qui avaient fait avec eux une alliance d'espoir et de

(1) 19 juillet 1979, victoire des sandinistes sur Somoza (Ndt).

(2) 25 avril 1990, passation des pouvoirs présidentiels à Mme Violeta Chemorro (Ndt).

combat, qui ont perdu le gouvernement au Nicaragua. Avec les pauvres nous aurons désormais à exercer notre « pouvoir populaire » à partir d'en bas. Dans une démocratie au minimum vraie, en effet, tous ont un rôle à jouer et un droit à participer, que ce soit à partir du haut ou à partir d'en bas. Etre démocrate suppose la volonté de participation et la liberté de participation.

Etre démocrate ne veut pas dire se laisser asservir par les mesures antipopulaires du nouveau gouvernement : baisse du pouvoir d'achat des salaires, licenciements massifs, chômage, restitution d'exploitations à des propriétaires terriens et à des oligarchies somozistes, privatisation des entreprises d'Etat au profit des puissants, coupes draconiennes dans le budget des prestations sociales... Ces mesures s'inscrivent dans l'avalanche qui s'abat sur notre continent de la part du capital contre le travail, du Nord contre le Sud, des puissants contre les faibles, de l'Empire contre les peuples.

Les changements effectués au cours des dix années passées sont menacés, mais ils sont encore là : la réforme agraire, la Constitution, l'Etat de droit, l'accès des plus pauvres à l'éducation et à l'université, la gestion plus participative de la culture, la croissance des mouvements populaires, la prise de conscience du peuple, le sens de sa dignité... Ce qui a été juste reste juste. Ce que nous avons conquis doit être défendu. Le combat continue.

Dix années exceptionnelles ont pris fin. Le fait que le gouvernement soit à nouveau aux mains de la bourgeoisie n'est pas une raison pour se décourager. Notre peuple est rentré dans l'opposition, comme le sont et l'ont été pratiquement tous les peuples d'Amérique durant toutes ces années.

2 - Perception dans la foi de ce moment de l'histoire

Deux systèmes et deux conceptions du monde s'opposent. Il est important de comprendre la bataille qui se livre.

Le capitalisme repose sur l'égoïsme individuel (selon ses propres pères fondateurs) et sur la civilisation de la violence (la survie du plus fort). C'est pourquoi les puissants se sentent à l'aise dans ce système et demandent une totale « liberté » de mouvement. Qu'il n'y ait pas d'autre loi que celle de la jungle (« sauve qui peut ») : le marché libre du travail, la libre entreprise, la libre concurrence, le libéralisme, le néolibéralisme... Il est logique que, dans la jungle des égoïsmes, le gros poisson dévore le petit. Les riches deviennent toujours plus riches au prix de pauvres toujours plus pauvres. Les 183 millions de Latino-Américains plongés dans la pauvreté sont le fruit de ce système social.

Le socialisme est la tentative de changement de ce système en une société juste et solidaire. Cela ne peut se faire que par la limitation des abus de la « liberté ». La liberté de chacun s'arrête où commence celle des autres. Le socialisme interdit la liberté de voler (même si c'est en gants blancs), d'exploiter, de déposséder les petits, d'accaparer de façon immodérée. Logiquement, dans une société ainsi réglementée, il y a davantage de justice. Il y a aussi moins d'attrait pour l'égoïsme individuel : il n'est plus si facile de voler, d'exploiter, de déposséder, d'accaparer, d'exclure... Les puissants ne s'y sentent plus à l'aise. Ils prétextent qu'il n'y a plus de « liberté ». Ils disent qu'il faut « libéraliser », « assouplir », « privatiser » l'économie.

Il est évident qu'un projet de type socialiste ne peut aller de l'avant que grâce à une mystique (quelle soit d'ordre éthique, politique ou religieux), étant donné qu'il ne peut plus compter sur l'attrait de l'égoïsme individuel. Il est spontanément plus « motivant » de s'occuper de la propriété individuelle plutôt que de la propriété collective ; de travailler pour soi plutôt que pour la communauté ; de se tourner sur soi plutôt que vers le bien commun. Personne ne naît avec un cœur « socialiste ». L'égoïsme est, pour nous tous, plus facile. C'est en partie cela le péché originel. Ce n'est donc que par un rude effort de dépassement que nous parvenons à être des hommes nouveaux.

Aussi pour nous, du point de vue de la foi, capitalisme et socialisme ne sont-ils pas simplement deux systèmes socio-économiques équivalents en soi, qu'il ne faudrait juger qu'en fonction de leur rendement économique. Le premier joue sur la complicité facile de l'égoïsme et de la violence. Le second représente précisément l'édification laborieuse de l'homme nouveau. C'est pourquoi nous ne sommes ni scandalisés, ni déçus par les résistances et les difficultés qui surgissent sur sa route.

Tout cela n'est pas synonyme de refus des failles réelles, des péchés commis dans la construction du socialisme. Dans le cas de l'Europe de l'Est la chose est désormais parfaitement claire. La bureaucratie, le désintérêt, l'autoritarisme, le dogmatisme, la rigidité, le manque de créativité, la peur de la liberté, l'absence d'une saine concurrence sociale, la corruption, l'inefficacité sont autant de démonstrations de l'échec de la formule concrète du socialisme de l'Est européen.

Cependant le problème de fond demeure : celui de la mystique. La crise de l'Est européen montre à l'évidence que tout projet socialisant, comme forme pratique d'édification sociale de la fraternité, sera toujours difficile, plus difficile que le projet égoïste du capitalisme. La crise que nous traversons actuellement montre que l'humanité n'est pas encore mûre pour l'organisation de la société dans un sens vraiment fraternel. L'égoïsme comme moteur social reste encore le plus fort. Il faudra un mûrissement accru de la conscience sociale. C'est bien pourquoi nous ne devons pas nous étonner des résistances rencontrées sur la route, ni de l'opposition de l'impérialisme à la libération des peuples.

Concrètement, pour ce qui est du harcèlement de notre révolution nicaraguayenne, il importe de constater qu'en cette fin de 20^e siècle, le droit de la force l'emporte encore sur la force du droit. Les puissants du monde capitaliste international ne sont nullement disposés à tolérer qu'un pays, aussi petit soit-il comme est le nôtre, puisse échapper à son filet.

Mais cela ne signifie pas que nous soyons arrivés à « la fin de l'histoire » (3). L'humanité n'est pas encore arrivée à maturité. Il reste beaucoup à faire. Ce serait plus commode s'il n'y avait plus de résistances et que tout avance sans difficultés. Il est aujourd'hui plus facile de penser qu'il n'y a plus d'issue et de s'avouer vaincu. La vérité — celle qui nous rend libres (Jn 8, 32) — c'est qu'il est du devoir de tout homme et de toute femme bien nés de se battre pour le dépassement du système social bâti sur l'égoïsme et la violence. Dans la foi, nous ne pourrions jamais accepter que le capitalisme constitue le dernier mot en la matière, « la fin de l'histoire ». L'accepter ce serait renoncer à l'utopie du Royaume (Is 11, 6-9) et nier que Dieu est le Seigneur de l'histoire (1 Co 15, 25-28 ; Ap 1, 8 ; 21, 6-8). Il ne faudra plus insister sur des chemins qui se sont révélés impraticables. Il faudra inventer des chemins nouveaux. Mais l'idéal — l'utopie — continue devant nous. Nous devons aller de l'avant. Avec une espérance sans faille.

Les valeurs de l'Évangile inspirent notre action et nous soutiennent dans ce combat. La parole de Dieu confirme les croyants, avec de nouveaux motifs, dans le fait que tous les hommes sont égaux en dignité et appelés à vivre en frères, ce qui rend intolérable l'exploitation de l'homme par l'homme, l'exploitation de certains peuples par d'autres peuples.

A la lumière de l'Évangile, le capitalisme est pour nous intrinsèquement mauvais, car il est l'égoïsme socialement institutionnalisé, l'idolâtrie publique du profit pour le profit, la reconnaissance officielle de l'exploitation de l'homme par l'homme, l'esclavage de la majorité mise sous le joug de l'intérêt et de la prospérité de la minorité.

A la lumière de l'Évangile, le capitalisme est également intrinsèquement mauvais parce que tous les peuples sont frères et aucun d'eux n'a à dominer et à exploiter les autres ; parce qu'ils ont tous droit à vivre libres et souverains, dans l'autodétermination et dans la dignité ;

(3) Allusion à la thèse du professeur nord-américain Francis Fukuyama en juillet 1989 (Ndt).

parce que les plus petits sont en droit d'être plus scrupuleusement respectés et favorisés.

A la lumière de l'Evangile, le dépassement du capitalisme et de l'impérialisme est pour nous la volonté de Dieu, l'élément essentiel de son dessein créateur de nouveaux cieux et d'une terre nouvelle où réside la justice (2 P 3, 13 ; Ap 21, 1 ; Is 65, 17 ss ; 66, 22).

Le choix des pauvres a un fondement théologique. C'est Dieu lui-même qui choisit les pauvres en tant qu'individus, minorités, classes ou peuples. En chacun de ses « frères les plus petits » (Mt 25, 40), le Seigneur continue de nous juger. C'est un impératif évangélique que de choisir les pauvres. Parce que nous voulons imiter Dieu qui nous a aimés le premier, qui a fait le choix des pauvres et qui s'est fait pauvre en Jésus. Et parce que nous voulons faire nôtre le choix de Jésus pour les pauvres (Lc 4, 16 ss). Voilà pourquoi nous ne pouvons capituler devant le projet des puissants de ce monde sur la base d'un prétendu « triomphe du capitalisme ». Nous voulons professer notre foi dans l'obéissance à l'Evangile, y compris en matière sociale, idéologique et politique.

Le royaume de Dieu est déjà parmi nous. Cependant pas encore là. Tous les efforts que nous avons faits pour construire un monde plus juste et plus fraternel sont déjà présence du Royaume. Notre combat pour la dignité et la justice, l'héroïsme manifesté, le sang versé pour la souveraineté et la libération au Nicaragua comme dans l'ensemble du continent, tout cela est aussi présence du Royaume ici et maintenant. Un Royaume qui s'accomplira dans la gloire de la terre nouvelle, la Jérusalem céleste (Ap 21, 2) vers laquelle nous sommes nécessairement en marche (He 11, 13-16 ; 12, 22-24), en dépit de possibles échecs de second ordre ou de reculs historiques partiels. Ce n'est pas encore la fin de l'histoire.

Le peuple de Dieu de l'Ancien Testament avait lui aussi connu la fatigue dans le désert. Il avait eu la nostalgie des oignons d'Egypte. Il s'était traîné longuement dans le désert. Il avait adoré le veau d'or. Il

s'était méfié de Moïse et avait désespéré de la terre promise. Mais Dieu avait marché avec lui, devant lui, dans la nuée et la colonne de feu, en lui ouvrant la route, en le rassurant dans les moments plus difficiles et en le tournant vers de nombreux horizons. Tout au long de son histoire la puissance brute des empires successifs avait à plusieurs reprises plongé Israël dans le désespoir. Mais dans le cœur du peuple la prophétie de l'espérance est toujours restée vivace. C'est la même que nous devons raviver en nous. Avec Paul, nous sommes nous aussi « préoccupés mais non désespérés, défaits mais non anéantis » (2 Co 4, 8-10).

3 - Face à l'action

Ce que nous avons à réélaborer

Evidemment, nombre de certitudes qui étaient tenues pour « scientifiques » doivent être révisées. La réalité a contredit de nombreuses hypothèses, de nombreuses interprétations, de nombreuses théories. Pour être honnêtes envers la réalité nous devons accepter, dans l'humilité, les enseignements de l'expérience.

La foi ne nous donne pas de formules socio-économiques ou socio-politiques. Simplement elle nous éclaire dans leur recherche. Comme chrétiens nous avons à collaborer dans la recherche de voies nouvelles, avec application et créativité. La foi et l'espérance doivent nous donner la force de tenir le coup et d'aider les autres à tenir le coup dans les obscurités et les perplexités qui nous attendent probablement dans les années à venir, quant aux éventuelles issues sociales, économiques et techniques ouvrant sur demain... C'est aux petits que le Seigneur a révélé les secrets du Royaume futur (Lc 10, 21 ; 1 Co 1, 26-28) ; c'est pourquoi nous mettons notre espoir dans la sagesse du peuple et non dans les puissants de ce monde.

Nous devons reconnaître nos failles, nos péchés. L'homme nouveau n'existe pas encore pleinement au Nicaragua. L'homme nouveau ne se

décide pas sur décret, ni par simple changement des structures. En dehors du harcèlement dont notre révolution a fait l'objet, nous avons notre part de responsabilité dans son échec électoral : chez nous aussi il y a eu de la bureaucratie, des manques de générosité et de dévouement, un éloignement par rapport aux gens les plus modestes, une absence de cœur vraiment socialiste, une mise en œuvre de l'autorité davantage comme pouvoir que comme service, une survivance des mentalités individualistes et non solidaires.

L'essentiel de notre révision doit être la conversion permanente. Reprendre la marche, une fois encore, en direction de l'homme nouveau toujours à faire (Ep 4, 17-24 ; Col 3, 5-11).

Les raisons de notre espérance et de notre fidélité

Nous sommes à l'heure de la fidélité. A l'heure de vérifier qui était avec les pauvres par « sûreté scientifique » et qui l'était par foi en la validité de leur cause, et dans notre cas également par foi en Jésus.

C'est l'heure de l'approfondissement du lien entre la foi et l'engagement avec les pauvres, entre la foi et la lutte révolutionnaire. De nombreux chrétiens nicaraguayens ont participé à l'insurrection et à la construction de la révolution, mais tous n'ont pas mûri leur engagement dans la perspective de la foi chrétienne. Nombre d'entre eux ont simplement pris le train des vainqueurs et se sont laissé porter par l'euphorie du moment ou par l'opportunisme. L'heure est venue de retrouver nos racines, le fondement de la foi chrétienne qui nous a conduits à l'engagement.

De nombreux militants, qui faisaient inconsciemment reposer leur engagement révolutionnaire sur la garantie « scientifique » de l'avancée inéluctable de la société socialiste, sont aujourd'hui découragés et n'ont plus de base sur laquelle s'appuyer. Dans ce climat d'incertitude, comme chrétiens nous trouvons dans la foi une immensité de raisons d'espérer, les yeux fixés sur Jésus (He 12, 2), fermes jusqu'au bout (Ap 2, 10),

« comme si nous voyions l'invisible » (He 11, 27). Nous devons transmettre à nos frères cette contagion de l'espérance.

Comme chrétiens nous choisissons les pauvres, non point parce qu'ils seraient les vainqueurs de demain, mais parce que leur cause est juste et parce que c'est la nôtre. Dieu a fait cause commune avec eux. Dieu a lié son sort à celui des pauvres. En Jésus Dieu a été rejeté par l'Empire et par les puissants d'Israël, mais Jésus est resté fidèle à la cause jusqu'à la mort. Une cause juste ne cesse pas de l'être parce qu'elle a été défaite par les puissants.

Le Seigneur ne nous a pas garanti un succès historique, mais un accomplissement eschatologique (Mt 28, 20). Il est évident que nous voulons construire son Royaume ici, dans l'histoire, le plus tôt possible, et que nous brûlons d'impatience de sa venue (Ap 22, 17-21), comme Jésus (Lc 11,2). Il est évident que nous nous réjouissons quand le Seigneur renverse les puissants de leurs trônes et élève les humbles, comme Marie (Lc 1, 46-55). Cependant, pour ce qui est de « l'heure des ténèbres » (Lc 22, 53), nous nous interrogeons dans notre abattement : « Père, pourquoi nous as-tu abandonnés ? » (Mt 27,46). « Il y a un temps pour tout » (Qo 3, 1-8) : l'histoire a ses hauts et ses bas. Ses chemins ne sont pas nos chemins (Is 55, 8-11). Mais la foi nous donne l'éclairage permettant de déchiffrer la secrète présence de Dieu dans l'histoire, présence qui fait laborieusement mûrir l'histoire dans le sens de l'avenir glorieux du Royaume, que nous attendons, et dont les prémices nous ont déjà été accordées dans le Christ ressuscité (1 Co 15, 20-23 ; Ap 1, 17-18 ; Col 1, 18).

Nous appelons les militants et tous les lutteurs du continent, spécialement ceux de notre patrie, à garder fermement leur foi combattive. Nous leur demandons vivement d'aider leurs compagnons à renouveler leur mystique et à redécouvrir les raisons de leur espoir militant, plus urgent que jamais.

Nous avons le droit de continuer à rêver. Nous avons l'obligation de continuer à rêver. Nous continuerons de rechercher les formules

concrètes pour rendre l'utopie viable. « Le socialisme "réel" (imposé, autoritaire, non démocratique) est mort. Vive le socialisme utopique (populaire, humaniste, démocratique) ! ». Nous continuerons de nous battre passionnément pour notre utopie : la terre pour les paysans, le travail pour les chômeurs, le pain, la santé, l'éducation pour tous. Car il est venu pour que nous ayons la vie, la vie en abondance (Jn 10, 10).

Peut-être est-ce maintenant, plus que jamais, « l'heure des chrétiens » en Amérique latine. Car de nombreux socialistes et révolutionnaires qui mettaient leurs espoirs dans leurs sécurités doctrinales et scientifiques sont aujourd'hui déconcertés. D'autres, qui faisaient reposer leur choix des pauvres sur l'assurance d'une victoire imminente, sont découragés. D'autres enfin, les opportunistes, pointent déjà au néo-libéralisme « triomphant »... Mais nous, les chrétiens, connaissons la fidélité de Jésus au Dieu des pauvres, alors même que l'horizon s'était fermé et que l'Empire le crucifiait. Nous connaissons aussi la fidélité de Dieu à Jésus puisque, même quand il semblait l'abandonner, il ne l'a pas abandonné : il lui a, au contraire, donné le nom qui est au-dessus de tout nom (Ph 2, 9-11) et l'a constitué Seigneur de l'histoire (Col 1, 15-20). Aussi avons-nous plus d'une raison de nous battre et de maintenir l'espérance. L'Amérique latine et l'ensemble du tiers monde attendent les chrétiens en ce moment crucial. C'est un *kairos* (4) pour les chrétiens latino-américains, pour nous aussi, les Nicaraguayens, qui sommes placés au carrefour géopolitique qu'est notre patrie.

Nous ressentons, avec de plus en plus d'urgence, l'antique obligation de prêcher les valeurs radicales de l'Évangile au sein de notre société mondiale qui se voit imposer un système foncièrement égoïste et matérialiste. « Ne vous modeliez pas sur le monde présent, mais que le renouvellement de votre jugement vous transforme et vous fasse dis-

(4) Mot biblique synonyme de « temps favorable », (Ndt).

cerner quelle est la volonté de Dieu, ce qui est bon, ce qui lui plaît, ce qui est parfait » (Rm 12, 2).

Nous appelons tous les chrétiens, tous ceux qui pensent comme nous, comme ceux qui ne partagent pas notre façon de voir, à revenir à ce qui est le cœur de l'Evangile : la Bonne Nouvelle pour les pauvres. Dieu et l'Evangile n'ont pas changé. Ils sont fidèles. Le royaume de Dieu est proche. Convertissons-nous et croyons à l'Evangile (Mc 1, 15).

Sœurs et frères, telles sont les raisons de notre espérance (1 P 3, 15) que nous voulions nous partager. Soyez fidèles comme lui l'a été, le Témoin fidèle (Ap 2, 10-13).

A Managua, le 16 novembre 1990, pour le premier anniversaire de l'assassinat des six jésuites et des deux employées de l'Université centro-américaine de San Salvador.

Signé par 148 prêtres, religieux et religieuses appartenant aux huit diocèses du Nicaragua et à trente-sept congrégations et instituts religieux, ainsi que par 233 délégués de la Parole et animateurs de communautés chrétiennes de l'ensemble du pays.

(Traduction DIAL)
13-12-1990.

DIAL —

Abonnement annuel : France 375 F — Etranger 420 F — Avion Am. latine 490 F
USA-Canada-Afrique 460 F.

Directeur de publication : Charles ANTOINE — Imprimerie DIAL.
43 ter, rue de la Glacière, 75013 Paris.